

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2111 - 16 janvier 2009 - prix : 1 € - DOM 1,50 €

Mobilisation du 29 janvier

**Il faut préparer une
riposte sérieuse à
l'offensive du patronat
et du gouvernement**

Massacre à Gaza

p. 8 et 9



**La logique
du sionisme**

Sommaire

Leur société

- p. 4 ■ CAC 40 : des profits en vœux, en voilà !
 ■ Prêts de l'État : des cadeaux aux banquiers
 ■ Augmentation des tarifs SNCF : des profits sur le dos des usagers et des cheminots
- p. 5 ■ Centre hospitalier de Nevers : une visite mouvementée pour la ministre
- p. 6 ■ Sans-papiers et Hortefeux : halte aux expulsions !
 ■ Pas-de-Calais : la situation inhumaine faite aux migrants
- p. 11 ■ Marseille immobilisée par la neige : on a attendu qu'elle fonde...
 ■ Football : malgré le froid, le ballon doit rester en or
- p. 16 ■ Réforme du permis de conduire : permis light et tarifs lourds
 ■ Réduction des aides aux handicapés : une tentative de s'en prendre aux plus fragiles

Dans le monde

- p. 8 ■ Massacre à Gaza : la logique du sionisme
- p. 9 ■ Israël : la guerre modifie déjà l'opinion américaine
 ■ Choisir son camp
- p. 16 ■ États-Unis : le plan économique d'Obama, un plan de relance des profits et de la guerre contre les travailleurs

Énergie

- p. 13 ■ Manque d'électricité et augmentation des tarifs : des atomes crochus... pour notre argent

Enseignement

- p. 7 ■ Tous en grève et dans la rue les 17 et 29 janvier !
 ■ Lycée Joliot-Curie à Nanterre (92) : répression contre la contestation lycéenne

Il y a 90 ans

- p. 10 ■ Janvier 1919, la révolution allemande : quand les dirigeants social-démocrates faisaient régner l'ordre bourgeois à Berlin

Dans les entreprises

- p. 12 ■ SNCF Paris Saint-Lazare - Saint-Jean Industries Vénissieux -
 ■ Vistéon Gondcourt
- p. 14 ■ FM Logistic - Éboueurs d'Orléans - Michelin Doulechart -
 ■ La Barre Thomas Rennes
- p. 15 ■ Caterpillar Grenoble - PSA Rennes - Renault Boulogne Billancourt : solidarité avec SBFM Lorient

• Porte-avions ou porte-coquillages

Clemenceau contre crépidule

Un petit mollusque vient d'être mis en cause pour avoir bloqué l'ex-porte-avions Clemenceau, qui désormais traîne sa carcasse rouillée dans la rade de Brest. Ainsi, c'est un petit coquillage, au nom de crépidule, qui maintenant s'opposerait à la fin de l'errance, quelque peu languette, du vieux navire mis au rancard en 1997.

En compagnie d'algues parasites d'origine japonaise, la crépidule s'est emparée, au-dessous de la ligne de flottaison, de la vieille coque longue de 265 mètres. Auparavant Chirac avait bien tenté d'envoyer le rafiote se faire disséquer à moindre coût en Inde, dans un de ces chantiers où les travailleurs doivent se livrer sans protection aucune à ces travaux dangereux. Mais les militants écologistes de Greenpeace avaient dénoncé la tentative et les autorités françaises avaient dû faire rapatrier le navire-poubelle dans la rade de Brest, dans l'attente d'un démonteur-désamianteur.

Pour traiter les 700 tonnes d'amiante qui polluent l'ex-Clemenceau, Suez et Veolia s'étaient mis sur les rangs, mais c'est le chantier britannique Able UK Ltd qui a emporté le marché. Sauf que, pour accéder aux côtes anglaises, la vieille coque doit être débarrassée de ses algues et de l'inquiétante crépidule qui ne demanderait qu'à proliférer sur le littoral britannique. La marine a donc mobilisé quinze plongeurs pour le « grattage » et, devant l'ampleur de la tâche, sous-traité à une société spécialisée le « brossage » de la coque. Mais algues et crépidules détachées entraînent avec elles l'ancienne peinture de la coque, chargée de TBT (tributyl étain) qui pollue les fonds de la rade de Brest.

Deux associations de défense de l'environnement, ainsi que la CGT, se sont élevées contre cette nouvelle pollution, portant plainte contre X auprès du Parquet de Brest. Les autorités maritimes, qui avaient rassemblé toutes les autorisations leur permettant d'être – enfin – délivrées de l'encombrant fardeau,

en sont pour leurs frais. Des frais qui s'ajoutent aux quelque 15 millions d'euros déjà engloutis dans les précédents voyages de l'ex-Clemenceau.

Viviane LAFONT

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura pour sujet : l'enseignement public
Vendredi 30 janvier à 20 h 30

**Théâtre de la Mutualité
 24, rue Saint-Victor à Paris 5^e
 (Métro : Maubert-Mutualité)**

Participation aux frais : 3 euros

Le congé maternité de Rachida Dati

Nul n'aura pu ignorer que la ministre de la Justice, Rachida Dati, sortie le 7 janvier de la clinique de la Muette à Paris alors qu'elle venait d'accoucher cinq jours plus tôt par césarienne, s'est aussitôt précipitée pour assister au Conseil des ministres, à une remise des médailles, puis à une cérémonie à la Cour de cassation.

Est-ce pour ne pas laisser quelqu'un d'autre s'asseoir sur son fauteuil ministériel, ou pour préparer les esprits à l'idée que dix semaines de congé après l'accouchement pour la nais-

sance d'un premier enfant c'est beaucoup trop ?

Il y a eu en tout cas des gens pour s'émerveiller de la performance de Rachida Dati, sans se poser la question de savoir ce que représente le congé maternité pour une travailleuse qui en plus de ses heures de travail salarié doit s'occuper elle-même de son ou de ses enfants, de son ménage, et passer des heures dans des transports en commun surchargés.

La réelle performance, elle est là !

Jean SANDAY

Versez à notre souscription !

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

par chèque libellé à l'ordre de :

Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôt de 200 euros à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)
 membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009 I 85576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Loive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 Télécopie : 01 48 10 86 26

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

LO l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

LO multimédia

www.audiovideo-lo.org

Émissions de télé et de radio, vidéos des exposés du Cercle Léon Trotsky.

LO audio

www.lutte-ouvriere-audio.org

Pour les mal-voyants et pour tous ceux qui veulent une version parlée de nos publications : *Lutte Ouvrière*, *Lutte de Classe*, les brochures du Cercle Léon Trotsky.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 12 janvier



Il ne se passe pratiquement pas de jour sans que l'on apprenne que telle ou telle grande entreprise envisage de réduire ses effectifs ou de recourir encore davantage au chômage technique. Ces annonces ne reflètent d'ailleurs qu'une petite partie de la réalité, car elles ne concernent que les effectifs « fixes » des entreprises, faisant l'impasse sur les milliers de salariés de sous-traitants, d'intérimaires, de CDD, qui vont se retrouver du même coup au chômage.

Pourtant, malgré la crise, la plupart des grandes entreprises annoncent des bénéfices considérables pour 2008. Avec ces bénéfices, elles vont distribuer des dividendes confortables à leurs actionnaires. Mais pas question pour elles de prendre sur ces bénéfices pour sauvegarder le niveau de vie de leurs salariés. Encore moins de prendre sur les bénéfices accumulés les années précédentes. Les seuls dont les intérêts sont pris en compte, dans notre société, sont ceux qui vivent du rapport de leurs capitaux, ceux qui gagnent des fortunes en dormant. Mais les travailleurs, ceux qui créent toutes les richesses, ne sont, comme disent les patrons, qu'une « variable d'ajustement ». Ils leur imposent des conditions, des rythmes de travail épuisants, quitte à les jeter quand ils ont moins besoin d'eux.

L'ensemble des confédérations syndicales appellent à « une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle », avec « grèves et manifestations », pour le 29 janvier. D'ores et déjà, un certain nombre d'organisations syndicales se sont prononcées pour une grève de vingt-quatre heures ce jour-là.

Ce pourrait être un bon début pour une mobilisation de tout le monde du travail visant à mettre un coup d'arrêt à la politique du patronat et du gouvernement, à les amener à reculer, à faire en sorte que ce ne soient pas les travailleurs qui fassent les frais de la crise du capitalisme. Mais à condition que le 29 janvier

Mobilisation du 29 janvier

Préparer une riposte sérieuse à l'offensive du patronat et du gouvernement

ne reste pas une journée isolée, comme nous en avons connu bien d'autres dans le passé. Car il est évident qu'il ne suffira pas d'une unique journée « de mobilisation », aussi réussie soit-elle, pour faire reculer le patronat et le gouvernement à son service.

D'autant qu'après des années de reculs incessants de la classe ouvrière, bien des travailleurs ne croient plus qu'il est possible de faire reculer le patronat. La réussite de la journée du 29 janvier peut servir à leur redonner le moral, mais à condition qu'elle soit suivie d'autres mobilisations, annoncées à l'avance, destinées à préparer le monde du travail à la contre-offensive d'envergure qui sera nécessaire s'il ne veut pas supporter tout le poids de la crise.

Ce devrait être le rôle des directions syndicales que d'établir un tel plan. Mais ce n'est pas leur préoccupation et elles ne le feront pas. Ce qu'elles recherchent, c'est à être considérées comme des interlocuteurs valables par le patronat et le gouvernement, à être admises à négocier. Et quand elles appellent les travailleurs à la grève ou à manifester, c'est pour faire la preuve de leur influence, afin justement d'être invitées à des réunions autour d'un tapis vert, pour des marchandages où le patronat a toujours plus de poids que les travailleurs.

Mais les directions syndicales sont ce que les travailleurs, ce que les militants syndicalistes soucieux des intérêts du monde du travail, les laissent être. Et ils peuvent aussi peser sur les appareils syndicaux pour les amener à une autre attitude.

Ce sera d'autant plus possible si le 29 janvier est un succès, prouvant que nombreux sont les travailleurs qui ont répondu présent. Il s'agit donc dès maintenant de préparer cette journée. Mais il s'agit aussi que tous les militants syndicaux, que tous les travailleurs combattifs fassent entendre leurs exigences auprès de dirigeants syndicaux qui se présentent abusivement comme les porte-parole des intérêts du monde du travail.

Arlette LAGUILLER

• Santé des personnes âgées

Le froid n'est pas seul en cause

Le 9 janvier, le ministère de la Santé a lancé une alerte, du fait d'une augmentation « significative » du nombre de personnes âgées accueillies dans les services d'urgence en raison de la vague de froid. Mais l'appel à « la vigilance et la solidarité » du ministère n'est qu'un moyen de se dédouaner.

Bon nombre de gens font preuve de cette solidarité vis-à-vis de leurs proches et de leur voisinage, non seulement depuis que des températures très basses se sont installées mais aussi en temps ordinaire, et cela sans attendre les conseils du gouvernement. Ce genre de leçon n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle adressée à la population en 2003, quand des

milliers de gens âgés mouraient faute d'équipements et de personnel soignant en nombre suffisant pour faire face à une vague de chaleur. Le gouvernement critiquait alors l'indifférence de l'entourage des personnes âgées, alors que c'était d'abord et avant tout sa propre indifférence qui était responsable des 15 000 morts de la canicule.

Le secrétaire national de l'UMP chargé de la santé et chef des Urgences à l'hôpital Beaujon, Philippe Juvin, vient de déclarer : « Il ne s'agit pas de sonner le tocsin, mais, pour une fois, d'agir très en amont et de faire de la vraie prévention. » C'est là une façon de resservir le même couplet culpabilisateur, comme si la vraie prévention ne reposait que sur les gestes de solidarité de la population. Mais alors, à quoi ont été employés les milliards d'euros prélevés par l'État à l'occasion de la journée de solidarité, cette journée de travail non payée pour les salariés, ins-

taurée en 2006 par le gouvernement Chirac pour officiellement financer des améliorations dans les conditions de vie des personnes âgées ?

L'isolement et le manque de moyens qui touchent les personnes âgées se sont même aggravés avec l'augmentation des frais médicaux laissés à la charge des malades. Comme le souligne Pascal Champvert, président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées, « la situation critique de nombre de nos aînés ne fait que révéler l'insuffisance des politiques publiques les concer-

nant. Beaucoup sont peu aidés, et certains sont totalement isolés et vivent dans des situations inacceptables chez eux. » Ce n'est pas seulement des circonstances climatiques que souffrent et parfois meurent nos aînés, mais du dénuement financier et de l'insuffisance de personnel et de lieux d'accueil et de soins.

Le gouvernement est avant tout préoccupé de rogner sur le service de santé. Quant à la vie et au bien-être des personnes âgées, il s'en dégage sur la population, la rendant responsable de sa propre incurie.

Annie ROLIN

• CAC 40

Des profits, en veux-tu, en voilà

D'après les chiffres publiés dans le quotidien *Les Échos*, les quarante plus grands groupes français en terme de capitalisation boursière – les entreprises du CAC 40 – devraient annoncer 94 milliards d'euros de profits pour l'année 2008.

C'est certes une baisse de 5,4 % en comparaison de l'année précédente. Mais dans les dernières années les profits annoncés étaient qualifiés d'historiques. Si en 2004 ils s'élevaient à 66 milliards d'euros, ils étaient montés en 2007 à près de 100 milliards. De 2004 à 2007, et en additionnant les résultats annoncés pour 2008, ce sont près de 440 milliards d'euros qui ont été engrangés par les

Total, ArcelorMittal, L'Oréal, sans oublier les banques, BNP Paribas, Crédit Agricole, etc.

Ces profits gigantesques ont servi d'abord à garantir aux actionnaires des dividendes qui ont connu la même progression que celle des profits. Ainsi, sur les deux années 2006-2007, près de 80 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires. Des milliards ont été utilisés pour

le rachat d'entreprises et dans des opérations d'acquisition ou des opérations financières, qui n'ont jamais englouti autant d'argent que dans les années précédant l'aggravation de la crise économique. Des centaines de millions d'euros sont partis dans le rachat, par les groupes eux-mêmes, de paquets de leurs propres actions, afin de garantir leur attractivité en

38.75	37.52	17.12	+0.75	1.81%
17.47	17.02	42.15	+0.13	0.48%
42.45	40.86	27.09	+0.46	2.09%
27.15	26.07	22.47	-1.26	-5.12%
22.59	21.71	23.37	+12.51	3.30%
23.97	22.74	23.37	+0.74	0.78%
391.70	377.43	391.66	+0.42	1.69%
95.67	93.96	95.61		
25.32	24.74	25.22		

Bourse. Et au final, cette accumulation de profits n'a en rien préservé de la crise économique dans laquelle la société s'enfonce, en particulier depuis la fin de l'été.

Les travailleurs et la société dans son ensemble n'ont pas bénéficié de la « bonne santé » des entreprises du CAC 40. Au contraire même, c'est le blocage des salaires, les suppressions d'emplois et le développement de la précarité, l'intensification de l'exploitation du monde du travail qui ont permis l'explosion des profits dans les dernières années.

Avec la crise économique, le patronat accentue cette guerre de classe qu'il mène aux travailleurs pour présé-

ver des profits maximum. « L'impact de la crise sur les profits des entreprises du CAC 40 ne devrait pas être trop fort », écrivait *Les Échos*. Il n'y a aucune raison que ce soit aux travailleurs et à la population de subir l'impact de la crise dont les capitalistes sont responsables. Bien au contraire : les profits et les dividendes accumulés depuis des années, auxquels s'ajoutent les 94 milliards de cette année, devraient servir avant tout à garantir l'emploi et les salaires. Les patrons et la bourgeoisie ont les moyens, et largement, de payer pour la crise de leur système économique.

Boris SAVIN

• Prêts de l'État

Des cadeaux aux banquiers

Fin octobre, en même temps qu'il dégotait 360 milliards d'euros pour les banques, Sarkozy nommait un « médiateur du crédit », soi-disant chargé de se mettre à la disposition des petites et moyennes entreprises ayant des difficultés pour obtenir un crédit. C'est qu'il fallait bien trouver un tour de passe-passe pour tenter de faire croire que les centaines de milliards d'euros n'étaient pas une offrande royale aux banquiers,

mais des aides, des lignes de crédit à destination des entreprises en difficulté.

Deux mois et demi plus tard, le médiateur vient de rendre un premier rapport d'activité. Il aurait reçu 3 727 dossiers, en aurait instruit 1 426 et au final, grâce à son intervention, 901 entreprises auraient fini par obtenir des banques les prêts tant attendus.

Le même rapport précise que, dans les dossiers de

médiation, les encours de crédit étaient inférieurs à 10 000 euros dans 30 % des cas, à 50 000 euros dans 64 % des cas, et supérieurs à 500 000 euros dans 7 % des cas.

Au total, l'intervention du médiateur aurait donc amené les banques à prêter (avec intérêts bien sûr) moins de cent millions d'euros. Et la différence, qui osera prétendre que ce n'est pas là un cadeau royal fait aux banques ?

Sophie GARGAN

• Le Crédit Lyonnais

Responsables, mon culte !

Dans la *Lettre des Affaires culturelles* de décembre 2008 adressée par Le Crédit Lyonnais (LCL) à ses clients religieux, on peut lire l'éditorial d'un chef économiste du Crédit Agricole, dont le LCL est une filiale, consacré aux raisons de la crise et aux moyens d'en sortir.

Pour ce soi-disant expert, nous sommes responsables de cette crise : « Si nous attendons pour renouveler notre automobile, il y aura une crise grave dans le secteur et chez tous les équipementiers. Si nous attendons que les prix baissent dans l'immobilier, c'est aussi une crise sectorielle que nous organisons. L'inquiétude appelle l'attente, appelle la baisse, la baisse crée la crise. Et c'est l'activité qui paie. »

Mais pour sortir de cette crise, il en appelle beaucoup plus prosaïquement à l'État : « Il faut que les banques centrales baissent leur taux d'intérêt. Il faut qu'elles aillent plus loin et escomptent plus et pour plus longtemps encore les « papiers » que leur proposent les banques. Il faut qu'elles refinancent plus largement l'économie. »

Cet expert s'adresse bien sûr à des clients religieux, pour qui « faire son mea culpa » peut être une règle de vie. Mais pour sortir de la crise, il leur rappelle qu'il faut toujours mieux faire appel à dieu qu'à ses saints, et en l'occurrence à l'État !

Cédric DUVAL

• Augmentation des tarifs SNCF

Des profits sur le dos des usagers et des cheminots

Les prix des billets TGV ont augmenté mardi 13 janvier d'en moyenne 3,5 %. Mais cette augmentation est variable selon les trajets et peut donc être bien supérieure sur certains.

La direction de la SNCF essaie de justifier ces hausses par la nécessité d'un plan d'investissement de 740 millions d'euros pour les TGV, dans lesquels elle créerait en 2009 plus de 3,3 millions de places supplémentaires. Que la SNCF veuille créer des places dans les TGV, on le comprend puisque l'association UFC-Que Choisir estime que, sur chaque billet de TGV vendu, la SNCF réalise une « marge très confortable de 25 % » ! Mais pour

elle c'est aux usagers de payer ces investissements, sans toucher à ses profits qui sont pourtant substantiels. En 2007 elle a fait 930 millions d'euros de bénéfices et a pu reverser à l'État, son actionnaire principal, environ 150 millions d'euros de dividendes, sans parler des péages reversés à Réseau Ferré de France (RFF), qui finissent eux aussi par arriver dans les caisses de l'État.

Pour la banlieue parisienne, les tarifs des trains augmenteront en juillet 2009, à la suite du vote du STIF en décembre. Le montant de ces augmentations est encore à établir, mais il variera entre 4 et 6 %. Il sera donc bien supérieur à l'infla-

tion « officielle ». Ces augmentations seraient rendues nécessaires par la remise à niveau des infrastructures, prétend la SNCF.

En tout cas, la direction de la SNCF ne risque pas d'invoquer les augmentations de salaire ou les frais de personnel pour justifier ces hausses. Pépy, le président de la SNCF, aura bien du mal à faire accepter aux cheminots, dont le nombre est en diminution constante, qu'il est normal que les tarifs augmentent. Quant aux usagers, ils ne peuvent dans ces conditions que se sentir roulés !

C.D.

• Le projet de suppression des conseils d'administration

Un nouveau coup contre l'hôpital public

Sarkozy, en déplacement à Strasbourg pour présenter ses vœux au personnel de santé, a réussi à provoquer l'indignation et la colère de l'immense majorité de ceux qui travaillent à l'hôpital et d'une bonne partie du reste de la population, en affirmant : « L'hôpital ne souffre pas d'un manque de moyens ».

La porte-parole des médecins hospitaliers a tenu immédiatement à répliquer en déclarant : « Lorsque Nicolas Sarkozy dit que l'hôpital a suffisamment de moyens, je pense qu'il a pour référence la clinique privée où madame Rachida Dati a accouché ou l'Hôpital américain de Neuilly. » La réalité, elle, est brutale. Patrice Pelloux, porte-parole du syndicat de l'Association des médecins urgentistes, l'AMUF, a rappelé que « 100 000 lits d'hospitalisation ont fermé au cours des dix dernières années » et « qu'il y a 20 000 suppressions d'emplois qui sont en cours » dans les hôpitaux du pays.

Régulièrement, on nous annonce la fermeture de services entiers, de maternités, de services de chirurgie, quand ce n'est pas la fermeture de tout un hôpital. Les hôpitaux universitaires du pays, les CHU, sont quasiment tous en état de faillite virtuelle par suite de l'adoption de systèmes comptables où la rentabilité devient la norme. Beaucoup de chefs de service appellent au secours car il leur manque bien des matériels et des effectifs suffisants. La grande majorité des hôpitaux publics se voient imposer des « plans de retour à l'équilibre » avec systématiquement de nouvelles suppressions d'emplois pour y parvenir. Et ainsi c'est l'ensemble du système hospitalier qui est menacé, et la santé de la majorité de la population avec.

Pour justifier le refus de moyens nouveaux, Sarkozy affirme que le système hospitalier en France est le meilleur du monde. Ce fut sans doute vrai à une certaine époque. Mais Sarkozy nous parle d'histoire ancienne. La France détient même un triste record en Europe : celui d'être en tête pour le sous-équipement en

IRM, c'est-à-dire en radiologie de pointe. Elle n'est qu'en neuvième position pour la mortalité néonatale, et la mortalité des personnes de moins de 65 ans y est plus élevée que chez ses voisins européens. Pas vraiment de quoi pavoiser !

Comme ses prédécesseurs, mais à vitesse accélérée, le gouvernement veut que l'assurance-maladie économise sur son plus gros poste, celui des hôpitaux, du moins des hôpitaux publics.

La nouvelle loi annoncée par Sarkozy pour les hôpitaux, que Bachelot, la ministre de la Santé, doit présenter dans les prochaines semaines, devrait permettre d'accélérer le démantèlement en cours. À l'heure actuelle tous les hôpitaux ont à leur tête des conseils d'administration, qui possèdent certains pouvoirs comme celui d'adopter les budgets. Les directeurs doivent appliquer les décisions de ces conseils. Or à l'intérieur de ces CA siègent des élus locaux, des représentants syndicaux, des représentants des médecins et des représentants des usagers. Et il arrive que ces conseils d'administration mènent la fronde contre les décisions des représentants du ministère, parfois avec succès, surtout quand ils font appel à la population. Pour en finir avec ces entraves, la nouvelle loi prévoit de supprimer les conseils d'administration et toutes les instances de consultation existant à tous les niveaux. Les hôpitaux seraient dirigés par des directeurs ayant tous pouvoirs, « comme des vrais patrons », en particulier celui de faire les budgets, de fermer les services, de supprimer les emplois. Ils seraient nommés par le ministère, sous son seul contrôle, dans une nouvelle structure au pouvoir encore renforcé appelée Agence régionale de santé, dont le but affiché est d'améliorer « la compétitivité des hôpitaux ».

Il reste maintenant au personnel et à la population de répondre comme il le faut à cette politique qui met en jeu la santé de la population.

Paul SOREL

• Centre Hospitalier de Nevers (Nièvre)

Une visite mouvementée



La ministre, crispée, à côté des manifestants.

Lundi 12 janvier, Roselyne Bachelot, la ministre de la Santé, avait décidé de venir au Centre hospitalier de Nevers (elle est originaire du département) présenter ses vœux à tous les hospitaliers de France.

L'apprenant, des hospitaliers décidèrent d'organiser un comité d'accueil pour lui présenter les vœux du personnel, alors que dans le même temps la direction faisait « briquer » l'hôpital et préparer un buffet pour 200 personnes.

Le lundi donc, à l'appel des trois syndicats, un rassemblement a été organisé devant l'hôpital. Des cheminots, des enseignants et des représentants de l'hôpital de Clamecy, où la maternité a été fermée en mars 2008, étaient aussi présents. La

ministre essaya bien de venir nous vendre sa réforme de l'hôpital, dont personne ne veut. Mais, comme personne n'acquiesçait à ses propos, elle dut bien vite repartir, sourire pincé, sous les quolibets.

Malgré les policiers, qui ne connaissent pas toutes les voies de circulation, nous avons réussi à la suivre dans l'hôpital au fur et à mesure de son déplacement. Le personnel sortait des services pour se joindre au joyeux cortège qui poursuivait la ministre. Lors d'une prise de parole, la politique du gouvernement dans les hôpitaux fut dénoncée : l'argent pour les banques mais pas pour la santé, les conditions de travail qui se dégradent, les effectifs minimum, la charge de travail maximum, les équipes épuisées, stressées, le manque de repos et

les heures accumulées.

Enfermée dans une salle, la ministre put enfin présenter ses vœux. Mais le buffet était sans doute trop risqué, elle s'est fait servir un plateau repas avant de disparaître.

Le buffet ne fut tout de même pas perdu pour tout le monde, puisque les manifestants se le sont partagé dans une chaude ambiance. Tout le monde discutait, même les policiers venus nous dire qu'ils nous comprenaient, car leurs femmes infirmières leur racontent les difficultés du métier.

Pour une bonne matinée, ce fut une bonne matinée, qui a redonné le moral à tous. Rendez-vous a été pris pour la journée d'action du 29 janvier, une nouvelle occasion de se faire entendre.

Correspondant LO

• Amiante

Michelin condamné à payer

Le groupe Michelin vient d'être condamné à payer tout ce qui était dû à la veuve d'un de ses ouvriers, mort à 62 ans d'un mésothéliome, le cancer de la plèvre causé par l'amiante.

Michelin avait fait jouer tous les recours possibles, mais les différents tribunaux devant lesquels cette affaire a été présentée l'ont tous débouté, et condamné. Dans cette affaire, Michelin aura gagné deux ans avant de devoir s'exécuter.

Dès 2006, le tribunal des affaires de Sécurité sociale de Clermont-Ferrand avait reconnu la « faute inexcusable » de Michelin. Le groupe industriel avait alors fait appel. Début

2008, il était condamné par la cour d'appel. Il avait alors porté son cas devant la cour de cassation. Le 18 décembre, cette dernière a confirmé le jugement des précédentes juridictions.

Non seulement Michelin est donc condamné à rembourser les 163 500 euros versés à la veuve par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, mais la rente de la plaignante, correspondant à 50 % de l'ancien salaire de son mari, sera doublée, ce que Michelin devra également rembourser à la Caisse primaire d'assurance-maladie du Puy-de-Dôme.

Ce jugement favorable au



salarié servira de jurisprudence et devrait encourager d'autres salariés, victimes de l'amiante, à faire valoir leurs droits.

Jacques FONTENOY

• Sans-papiers, le bilan d'Hortefeux

Halte aux expulsions !

Hortefeux est fier. Pour 2008, il a dépassé l'objectif de 28 000 expulsions de sans-papiers que lui avait assigné son maître Sarkozy.

Son bilan est exactement de 29 796 expulsions, a-t-il précisé le 13 janvier à l'occasion d'une cérémonie de vœux. Sinistres vœux pour des centaines de milliers d'immigrés, avec ou sans papiers, soumis régulièrement aux contrôles au faciès et aux humiliations policières. Sinistre bilan pour les dizaines de milliers d'emprisonnés en centre de rétention, pour les milliers d'expulsés, pour les familles séparées, les vies parfois brisées.

Depuis, la surenchère continue : après 25 000 expulsions en 2007, 28 000 en 2008, l'objectif pour 2009 est

porté à 30 000 !

Sur les 29 796 expulsions de 2008, Hortefeux se targue qu'un tiers, 10 072, seraient des retours volontaires, oubliant de préciser que ce sont essentiellement des ressortissants de l'Union européenne, Roumains, Bulgares et Roms, qui ont le droit de circuler en Europe et qui ne devraient pas être expulsés. Mais ce qui compte pour le gouvernement, c'est d'afficher des chiffres maximaux pour plaire à l'électorat réactionnaire.

Au nom de cette sale politique, le gouvernement a expulsé depuis trois ans des dizaines de milliers d'immigrés. Cela est intolérable. Il faut la régularisation de tous les sans-papiers vivant en France.

Louis BASTILLE

• Réfugiés du Pas-de-Calais

La situation inhumaine faite aux migrants

En 2002 Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, a ordonné la fermeture du camp de Sangatte, géré par la Croix-Rouge. Depuis, les pouvoirs publics, sur ordre du gouvernement, refusent toute assistance aux milliers de réfugiés (surtout Irakiens, Afghans, Érythréens et Palestiniens) qui passent par Calais pour fuir les guerres et les massacres dans leur pays et tenter de rejoindre des membres de leurs familles vivant en Angleterre.

Depuis six ans, environ un millier d'êtres humains survivent dans les rues de Calais et sur les côtes du Pas-de-Calais, le long des autoroutes et des aires de stationnement, guettant l'opportunité de grimper dans un camion et franchir les frontières. Sur des terrains boisés, ces réfugiés ont construit des cabanes avec des bâches et des planches. Ils y dorment à même le sol, dans le froid et sous la pluie, autour de feux de bois.

Seules quelques associations caritatives de bénévoles leur viennent en aide, fournissant nourriture et couvertures. De son côté, le personnel de l'hôpital public de Calais assure chaque mois des centaines de consultations et

de soins. Depuis six ans, cette situation intolérable est pour ainsi dire voulue par l'État et les collectivités locales, la Région, le Conseil général et la mairie. L'Aide sociale à l'enfance, service dépendant du Conseil général, n'assure aucune prestation aux nombreux réfugiés mineurs. La préfecture refuse même aux associations la possibilité d'installer des douches ou des cantines en dur. Elle vient ainsi d'interdire les abris d'urgence réalisés par des mairies, comme celles de Steenvoorde, Grande-Synthe ou Loon-Plage, dénonçant les maires comme des « hors-la-loi qui aident au séjour irrégulier » !

La préfecture n'intervient que pour tenter de chasser les migrants en leur envoyant, de préférence la nuit, des compagnies de CRS pour les matraquer, les chasser, détruire leurs cabanes, brûler leurs couvertures, duvets et vêtements. Répression inutile, car ces réfugiés qui ont fait des milliers de kilomètres, pendant des mois, pour fuir la mort, ne renonceront devant aucune répression ou aucune menace d'emprisonnement.

L. B.

• Boutin veut recenser les sans-abri

Il est surtout urgent de les loger !

La ministre du Logement, Christine Boutin, a rapporté d'un voyage au Danemark l'idée qu'il fallait effectuer un recensement des personnes sans domicile, qui en France avoisineraient les 100 000. Elle compte donc lancer d'ici juin un recensement « qualitatif » des SDF.

Et après, à supposer qu'un tel comptage puisse être effectué, qu'y aura-t-il de changé pour eux ? Au Danemark, le recensement qui existe dans les villes s'accompagne, nous dit-

on, de logements provisoires comprenant le plus souvent des chambres individuelles mises à la disposition des sans-abri : groupes de maisons en bois gérées par un « concierge social », ou cafés de nuit disposant de sanitaires et de salles de repos.

Selon Boutin, il paraîtrait qu'en France « on a le même concept » en matière de logement des SDF. Mais si le « concept » existe, il n'y a en tout cas pas les logements qui y correspondent, puisque la seule

solution proposée aux SDF – et à condition que les températures soient négatives – est de les entasser dans des gymnases, que la promiscuité et le manque d'équipements transforment plus en repoussoirs qu'en abris.

Après bientôt deux ans passés au ministère du Logement, Christine Boutin n'a toujours rien fait pour les sans-abri. Les fichier au travers d'un recensement ne leur donnera pas un toit.

Marianne LAMIRAL

• Logement

Le gouvernement s'incline devant les méfaits des lois du marché

La forte baisse du nombre de permis de construire et de mises en chantier de logements se poursuit. C'est ce qu'indiquent les dernières statistiques officielles publiées par les services de Jean-Louis Borloo et allant jusqu'en novembre 2008.

Son ministère ne fait qu'enregistrer les tendances du marché, autrement dit sa dégradation. Sur un an, les mises en chantier chutent de 12,7 %. Et comme la baisse du nombre de permis de construire demandés et accordés est encore plus importante (plus de 17 %), frappant davantage l'habitat collectif que les maisons individuelles, on peut présager un ralentissement de la construction de logements plus sévère encore.

Le bâtiment, comme le reste, est soumis aux lois du marché. Les crises succèdent aux années de boom, avec toujours des loyers proposés inaccessibles à



la grande majorité de ceux qui cherchent un logement.

Le gouvernement parle là aussi de « plan de relance », mais ce discours ne vaut pas mieux que les autres promesses de Sarkozy. Des 500 000 logements annoncés, toutes catégories confondues, seuls 379 000 avaient commencé à voir le jour en novembre 2008, dont 161 000 logements collectifs, parmi lesquels environ 70 000 logements sociaux. Seule une minorité de ces logements est accessible aux petits budgets, alors que trois millions de per-

sonnes sont en attente d'un toit !

Un gouvernement soucieux de faire face à la situation de plus en plus critique du logement populaire mettrait en place un service public du logement, dont la priorité serait de construire, à prix coûtant, les logements nécessaires. Mais cela supposerait un État réellement au service de la population, pas un État s'inclinant systématiquement devant les intérêts des profiteurs de l'immobilier.

Jean SANDAY

— Des aides... pour ceux qui s'enrichissent avec le logement —

En matière de logement, le gouvernement donne un coup de pouce aux ménages aisés et, encore bien davantage, aide ceux qui en font une source de profits.

Pour ceux qui achètent des logements pour faire un placement financier, avec l'intention de les louer, les députés et les sénateurs de droite ont fait passer, fin décembre, un amendement qui ouvre le choix entre les aides existantes et une diminution d'impôt sur le revenu allant jusqu'à 75 000 euros,

répartie sur neuf ans.

Cela suffira-t-il à allécher ceux qui sont à la recherche d'un bon placement ? Pour aider les promoteurs, Sarkozy avait annoncé le 1^{er} octobre 2008 qu'ils pourraient vendre aux organismes HLM, sur plan et à un prix décoté, 30 000 logements programmés pour lesquels ils n'arrivaient pas à trouver preneur. Mais les promoteurs, qui n'auraient pourtant rien à déboursier pour commercialiser ces logements, se font prier. Ainsi un de leurs porte-

parole dans le Var estime que le prix auquel ils devraient vendre un programme immobilier à Toulon « est incompatible avec l'économie », autrement dit avec le profit attendu.

L'État propose, mais ce sont les promoteurs qui décident. Et ils savent marchander avec le gouvernement. Pas sûr donc que les logements en cause soient rachetés au prix proposé par l'État.

J.S.

• Éducation nationale :

Tous en grève et dans la rue les 17 et 29 janvier !

Lundi 12 janvier, dans la ville normande de Saint-Lô, lors de la présentation de ses « vœux » aux enseignants, Nicolas Sarkozy a affirmé qu'il était plus déterminé que jamais à poursuivre les réformes dans l'éducation. Le jour même, des CRS s'en prenaient à des manifestants réunis à plusieurs milliers pour montrer leur refus des suppressions de postes dont les réformes sont le paravent : huit d'entre eux auraient été blessés et au moins cinq interpellés !

Toujours le 12 janvier, les syndicats lycéens, l'UNL et la FIDL, appelaient à une nouvelle journée de manifestations pour le jeudi 15 janvier. « En préalable à toute réforme sur le lycée, nous demandons l'arrêt des suppressions de postes dans l'éducation. Son discours (celui de Sarkozy) n'y répond pas », déclarait Antoine Evennou, le secrétaire général de l'UNL. Par ailleurs, des manifestations appelées par les syndicats enseignants sont prévues dans de très nombreuses villes le samedi 17 janvier et

nombreux parmi les enseignants sont ceux qui sont déjà décidés à se mettre en grève avec l'ensemble des salariés, le jeudi 29 janvier. Le gouvernement n'en a donc pas fini avec la contestation de sa politique.

Ce n'est pas la création d'un haut-commissariat à la Jeunesse qui serait dirigé par Martin Hirsch, ou celle d'une « mission » chargée d'organiser une concertation pour la réforme des lycées, conduite par Richard Descoings directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, qui

va satisfaire les enseignants, les parents et les lycéens. La tentative de Sarkozy de désamorcer le mécontentement en promettant que la réforme des lycées se fasse « sans enlever un emploi ni supprimer un poste » risque fort d'être tout aussi vaine puisque dans le même temps, indépendamment de la réforme des lycées, il martèle qu'il n'est pas question de revenir sur les 13 500 suppressions de postes prévues pour la prochaine rentrée.

La solution ne se résume pas à « plus d'argent, plus de postes », a-t-il poursuivi. « Si la solution du plus d'argent était la bonne, alors pourquoi tous les ministres de l'Éducation nationale précédents ont-ils échoué jusqu'à présent alors qu'ils ont tous donné plus d'argent, plus de moyens ? »



La mémoire lui fait gravement défaut puisque cela fait au moins vingt ans que tous les ministres opèrent au contraire des coupes claires dans le budget de l'Éducation nationale.

Avec cet argument éculé qui consiste à dire que les élèves ne réussiraient pas mieux avec plus de moyens, qui Sarkozy espère-t-il convaincre ? Les enseignants, qui savent combien l'apprentissage dans de petites structures est essentiel, et ce dès la maternelle ? Les parents qui ne parviennent pas à trouver de

place pour leurs enfants en maternelle ? Ceux qui chaque année doivent occuper l'école de leur fils ou de leur fille pour empêcher une nouvelle fermeture de classe ? Les élèves qui se retrouvent coincés à plus de trente par classe durant toute leur scolarité ? Les enseignants qui font cours dans ces classes surchargées et ne parviennent pas, de ce fait, à aider les élèves les plus en difficulté ?

La mobilisation a déjà contraint le gouvernement à reporter la réforme des lycées à la rentrée 2010 et à revoir à la baisse les suppressions de postes des enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté (les RASED). Une preuve s'il en fallait que cette voie est la bonne. Alors, tous dans la rue et en grève les 17 et 29 janvier !

Aline RETESSE



Pour la région parisienne, une manifestation est organisée à l'appel de la FCPE (parents d'élèves), des syndicats lycéens et des syndicats enseignants

à Paris

Samedi 17 janvier à 14 h 30, place de la République

• Lycée Joliot-Curie – Nanterre (Hauts-de-Seine)

Répression contre la contestation lycéenne

Au lycée Joliot-Curie de Nanterre, quasiment aucun cours n'a été assuré pendant la semaine de rentrée, durant laquelle se sont tenues de nombreuses assemblées générales pour protester contre les violences policières et le cynisme affiché du rectorat.

Ce lycée général classé ZEP accueille plus de 1 300 élèves. Il cumule bien des problèmes, aggravés par les politiques successives de suppressions de postes. Une nouvelle proviseure a été nommée au début de l'année scolaire avec visiblement pour mandat de s'opposer aux blocages de la part des élèves, qui ont participé activement à tous les mouvements de ces dernières années.

Fin décembre, après plusieurs semaines de contestation lycéenne contre la réforme Dar-

cos, elle convoquait un conseil de discipline aboutissant à l'exclusion définitive d'un élève, officiellement pour absentéisme. À l'annonce de la décision, l'élève ainsi que deux délégués des lycéens présentes au conseil de discipline protestèrent vivement contre cette sanction. Une semaine plus tard, ils étaient convoqués au commissariat, la proviseure ayant entre-temps porté plainte. Deux des élèves ont été gardés à vue 24 heures puis déferés devant un juge des enfants. « Comme j'ai

refusé que des policiers hommes palpent mes vêtements, une policière est venue, elle m'a fait rester toute nue pendant dix minutes », a témoigné une des deux. Ils ont alors été mis en examen pour « menaces de mort sur personne chargée de mission de service public et menace d'atteinte aux biens dangereuse pour les personnes ». Aucun témoignage, sauf celui de la direction, ne confirme ces menaces de mort. La troisième, elle, est poursuivie pour « outrage ».

Lundi 5 janvier, un rassemblement de soutien aux trois élèves a eu lieu devant le lycée, où attendaient de nombreux policiers. Le lendemain matin, des élèves et des enseignants ont formé une chaîne humaine

devant l'établissement. Les policiers étaient à nouveau là. Un lycéen a été plaqué violemment contre la grille du lycée, un enseignant a été projeté au sol par un policier. Il s'en est sorti avec un traumatisme au tibia et trois jours d'arrêt.

Le lendemain, une assemblée d'enseignants condamnait à l'unanimité les violences policières et, à une forte majorité, demandait le retrait de la plainte. Lors d'une réunion avec deux représentants de l'Inspection académique qui s'est tenue peu après, le rectorat a refusé de condamner l'intervention policière et de retirer la plainte visant les élèves. Une réponse inédite a été faite à une ensei-

gnante qui constatait la pauvreté des moyens humains et matériels de l'école publique : « Rien ne vous empêche de poser votre candidature dans le privé ! » Les professeurs se sont alors levés et ont quitté la réunion à grand bruit.

Toute cette politique s'inscrit dans une logique de reprise en main des élèves. L'utilisation de la police et de la justice pour réprimer la contestation lycéenne se multiplie, comme le montre également la mise en examen de deux lycéens de la ville voisine de Levallois-Perret, pour avoir défendu le droit au logement lors d'un conseil municipal.

Correspondant LO

• Massacre à Gaza

La logique du sionisme

L'offensive de l'armée israélienne se poursuit à Gaza. Quant au conseil de sécurité de l'ONU, il est parvenu (avec bien du mal) à voter une résolution demandant un cessez-le-feu immédiat et un retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza. Une résolution que l'État d'Israël n'a pas plus l'intention de respecter que les 65 qui l'ont précédée, à commencer par la résolution 242 de 1967 qui demandait le retrait des forces israéliennes de tous les territoires occupés.

La guerre actuelle est une nouvelle étape dans le combat que livre l'État d'Israël et avant lui le mouvement sioniste, contre les droits nationaux des Palestiniens. L'instabilité permanente de la région résulte de la contradiction entre le projet sioniste d'établir un État spécifiquement juif en Palestine et la présence sur cette même terre d'une population arabe demandant elle aussi la reconnaissance de ses droits.

Le projet sioniste

C'est à la fin du 19^e siècle que prit corps l'idée de créer un État spécifiquement juif. Le fondateur de ce courant, baptisé « sioniste », Théodore Herzl prétendait vouloir donner « une terre sans peuple à un peuple sans terre ».

Sauf que la Palestine n'était pas une terre inhabitée ; 700 000 Palestiniens y vivaient alors. Partie intégrante de l'Empire ottoman jusqu'en 1917, la Palestine excitait la convoitise de la Grande-Bretagne, qui se fit confier par la SDN (l'ancêtre de l'ONU) un « mandat » qui faisait de la Palestine une colonie britannique de fait. Et appliquant une politique classique, la Grande-Bretagne joua les différentes fractions de la population les unes contre les autres, en se déclarant en faveur d'un « foyer national juif » en Palestine.

Malgré cela, l'installation d'une immigration juive dans le pays aurait pu s'y faire d'une toute autre manière, sauf que pour les dirigeants sionistes il ne fut jamais question de partager quoi que ce soit ni de construire un monde où pourraient vivre côte à côte Juifs et Arabes.

Au contraire, les organisations sionistes qui rachetèrent des terres aux grands propriétaires féodaux expulsèrent systématiquement les paysans arabes qui les cultivaient souvent depuis des générations.

La présence d'une population juive, qui ne cessa de se renforcer entre les deux guerres mondiales, servit les intérêts de l'impérialisme britannique, tout comme ceux de l'aristocratie féodale arabe, en détournant la colère des masses pauvres vers un conflit les opposant aux colons juifs.

Entre 1920 et 1935, plusieurs dizaines de milliers d'émigrants, fuyant l'antisémitisme et les persécutions en Pologne, puis en Allemagne, s'installèrent en

Palestine. Ce développement des colonies juives s'accompagna d'une multiplication des expropriations et des expulsions, provoquant de nombreuses émeutes

anti-juives.

Dans les années qui suivirent, la Palestine connut d'importants mouvements sociaux. Durant ces événements, les organisations sionistes choisirent de jouer les supplétifs des forces de répression britanniques, et en aucun cas de s'allier aux masses arabes contre la puissance coloniale.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale vit affluer en Palestine des milliers de rescapés des camps de concentration nazis, pour qui la Palestine apparaissait d'autant plus comme le seul refuge possible que les « démocraties » victorieuses n'étaient pas pressées de les accueillir sur leur sol.

À l'origine de l'État d'Israël, le recours au terrorisme

Parmi les organisations sionistes, il y avait de petits groupes qui se réclamaient du socialisme révolutionnaire, voire du com-

munisme, en prétendant tendre la main à la population arabe. Mais elles ne comptèrent guère dans la suite des événements. Ce furent la social-démocratie traditionnelle et l'extrême droite qui donnèrent le ton. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, ces organisations engagèrent une lutte armée qui devait aboutir à la création d'un État juif. Mais cette lutte armée fut autant dirigée contre les Arabes de Palestine que contre l'occupant britannique. Des organisations sionistes d'extrême droite, se livrèrent à des attentats contre les forces britanniques mais également contre la population arabe. L'objectif des poseurs de bombes dans les marchés arabes était de terroriser la population, afin de la faire fuir de Palestine.

Fin 1947, l'ONU proposa la division de la Palestine en deux

plupart des réfugiés, parqués dans des camps en Cisjordanie, à Gaza et dans les pays voisins.

Quant à l'État palestinien, il ne vit jamais le jour, ce qui restait du territoire qui lui avait été attribué, la bande de Gaza et la Cisjordanie ayant été annexé après l'armistice de 1949 respectivement par l'Égypte et la Jordanie.

Quelques années plus tard, en 1967, Israël reprit l'offensive et remporta, durant la guerre dite des « Six jours », une nouvelle victoire sur l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Les territoires conquis ne furent pas annexés, mais placés sous occupation militaire israélienne. En revanche, Jérusalem-Est fut intégrée à Israël.

Cette nouvelle défaite militaire des États arabes acheva de les discréditer aux yeux des Palestiniens, et dans les camps de réfugiés, des milices se constituèrent.

nienne.

Mais ces concessions apparentes n'empêchaient pas l'État israélien de grignoter le territoire promis aux Palestiniens. En Cisjordanie, l'Autorité palestinienne ne s'exerçait que sur un territoire amputé des nombreuses colonies juives de peuplement, qui ne cessaient de se développer. Ainsi la population des colons passa de 115 000 en 1993 à près de 500 000 aujourd'hui.

Cette politique ne pouvait que saper l'autorité de l'OLP, incapable de faire appliquer le contenu des accords d'Oslo, et gangrenée par la corruption manifeste de certains de ses dirigeants. Une partie croissante des Palestiniens se tournèrent alors vers un parti islamiste, le Hamas.

Au départ, les islamistes se cantonnaient au terrain religieux. Leur ennemi principal n'était pas l'occupant israélien, mais d'autres Palestiniens, militants communistes, militants laïcs, ou « mécréants ». Dans un premier temps, ils bénéficièrent de la bienveillante neutralité des autorités israéliennes, qui espéraient ainsi diminuer l'influence de l'OLP. Les islamistes purent ainsi, en toute légalité, recevoir des subventions de l'Arabie saoudite, créer des centaines de mosquées et une université islamique.

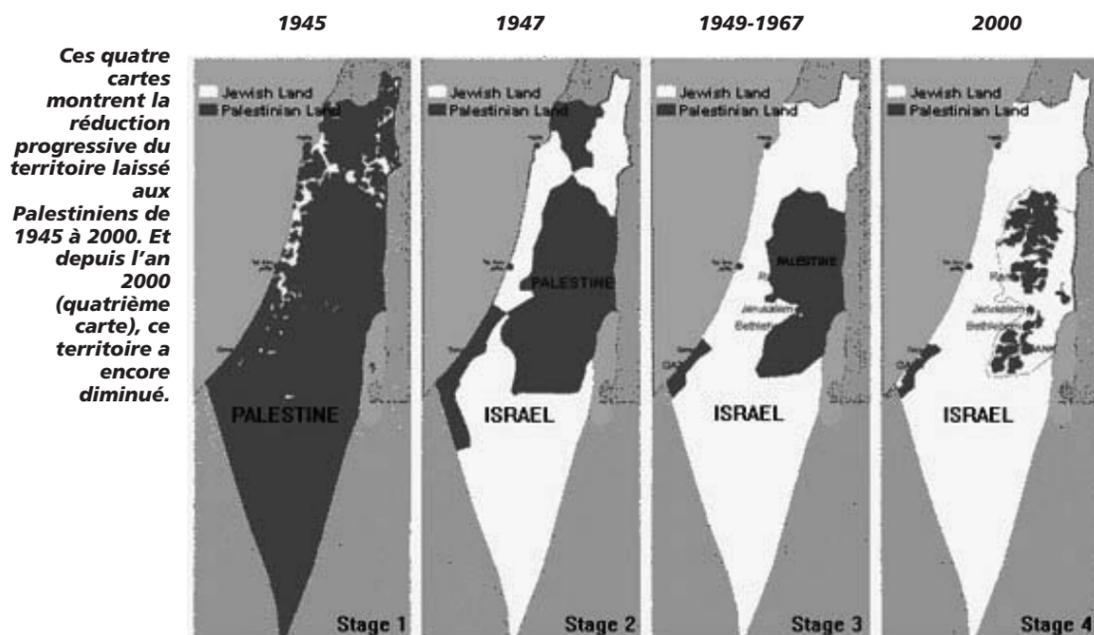
Le tournant s'opéra avec la première Intifada de 1987. Comprenant qu'ils risquaient de se marginaliser si ses militants ne participaient pas aux manifestations, le Hamas se rallia à la lutte. En 1993, il se démarqua de l'OLP en s'opposant aux accords d'Oslo dénoncés comme un renoncement aux objectifs nationaux des Palestiniens.

Tout en continuant de marginaliser le Fatah, le gouvernement israélien poursuivait sa politique de dépossession de la population palestinienne en Cisjordanie.

Le résultat de toute cette politique fut l'ascension du Hamas qui, en janvier 2006, devint le premier parti palestinien, remportant 45 % des voix aux élections au Conseil consultatif palestinien. Il prit en juin 2007, le contrôle total de Gaza.

La politique des dirigeants israéliens n'a pas seulement transformé des centaines de milliers de Palestiniens en prisonniers dans leur propre pays, elle a mis la population israélienne dans la condition à peine plus enviable de géoliers, de mobilisés à répétition, confirmant le pronostic de Trotsky, qui dans les années 1930, voyait dans le sionisme « un piège sanglant ».

Roger MEYNIER



États, l'un palestinien, l'autre juif. Les États arabes voisins, qui auraient bien aimé mettre la main sur la Palestine, intervinrent militairement aussitôt pour s'y opposer. Mais le jeune État d'Israël sortit vainqueur du conflit. Il en profita pour repousser ses frontières, bien au-delà de ce que proposait le plan de partage de l'ONU, occupant 78 % de la Palestine mandataire.

700 à 800 000 Palestiniens avaient fui devant l'avance des troupes israéliennes, d'autant plus que celles-ci se livraient parfois à de véritables massacres, comme à Deir Yacine où en avril 1948 un commando massacra 254 vieillards, femmes et enfants, carnage que l'ancien Premier ministre israélien, Menahem Begin, revendiquait encore en 1961, en se félicitant que sur les 800 000 Arabes qui se trouvaient dans la zone devenue Israël, il n'en restait plus que 165 000 après la fin des hostilités. Les autres étaient devenus pour la

Le premier rôle dans ce mouvement fut joué par l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), dirigée par le leader d'un groupe connu sous le nom de Fatah : Yasser Arafat.

Dans son programme, Arafat ne prétendait pas bouleverser l'ordre social dans la future Palestine. Sa perspective, comme celle de toute la mouvance nationaliste, était de faire accepter par l'impérialisme et tous les États de la région un État palestinien.

À partir du milieu des années 1970, Arafat obtint une certaine reconnaissance internationale. Mais il fallut attendre 1987 et la première Intifada (révolte des pierres) pour obliger Israël à discuter avec l'OLP.

En fait, si l'État israélien accepta d'envisager le projet d'un futur État palestinien, la mise en place d'un embryon de cet État, « l'Autorité palestinienne », c'est parce qu'il comptait sur cette Autorité pour faire la police au sein de la population palesti-

La guerre modifie déjà l'opinion israélienne

À la veille de l'offensive de l'armée de terre israélienne contre la population de Gaza, le 3 janvier, un sondage publié dans le quotidien israélien *Maariv* annonçait que « 95 % des Juifs israéliens soutenaient l'offensive israélienne ». Mais ils n'étaient que 80 % à le faire « sans réserve ».

Le sondage de *Maariv* concernant l'opinion des « Juifs israéliens » excluait donc l'opinion des Arabes israéliens qui représentent 20 % de la population d'Israël. Et pour cause, la population arabe israélienne (ceux qu'on appelle aussi les Palestiniens de l'intérieur, qui n'ont pas été chassés d'Israël après 1948 et qui disposent d'un passeport israélien, tout en étant traités comme des citoyens de seconde zone par l'État israélien) est mobilisée contre cette guerre.

50 000 Arabes israéliens, un nombre important, ont manifesté, le 3 janvier, à Sakhnine en Galilée contre l'intervention israélienne à Gaza. Les manifestants dénonçaient également la « lâcheté du président égyptien, Moubarak ».

L'engagement militaire terrestre a entraîné des réactions, y compris parmi la population israélienne au premier rang pour recevoir les roquettes du Hamas. 1 800 Israéliens et Palestiniens, dont 500 habitants

de Sderot, ont signé une pétition appelant à la fin de l'opération militaire à Gaza et à la reprise du dialogue entre Israël et le Hamas. « Malgré le fait que pendant huit ans nous avons vécu l'expérience très dure de la vie sous le feu des roquettes », a déclaré un des habitants de Sderot, « il est important pour nous de faire entendre une opinion qui représente de nombreux habitants qui se trouvent à portée de feu mais qui croient que nous pouvons et devons essayer de résoudre ce conflit d'une manière pacifique ».

Dès qu'il a été question d'engager des réservistes de l'armée israélienne, des *refuzniks*, ces soldats israéliens qui avaient refusé de participer à des engagements antérieurs de l'armée israélienne se sont rassemblés le 10 janvier à Tel-Aviv. Regroupés dans le comité « *Le Courage de Refuser* », ils appellent, dans une vidéo filmée lors du rassemblement et visible sur Internet, les soldats israéliens à faire vraiment preuve de courage en n'acceptant pas de participer à un engagement barbare qui frappe surtout des civils. La plupart de ces « *refuzniks* » ont fait de la prison pour s'être opposés à la politique israélienne.

Enfin, selon un Comité des soldats américains qui refusent de participer à l'engagement des États-Unis en Irak et en



La manifestation des Israéliens opposés à la guerre (ils étaient entre 8 000 et 10 000) à Tel-Aviv, le 3 janvier dernier.

Afghanistan, une centaine d'étudiants israéliens ont signé une lettre ouverte, où ils refusent de servir dans l'armée israélienne et affirment leur « opposition à la politique d'occupation et d'oppression dans les territoires occupés ». Eux aussi risquent la prison. Tout cela reste bien sûr minoritaire, mais c'est déjà une petite brèche dans l'opinion israélienne dominante.

En réponse au mécontentement des Arabes israéliens, le Parlement israélien n'a rien trouvé de mieux que de décider

que les deux partis qui entendent les représenter, le Ta'al (Ligue arabe unie) et le Balad (Ligue démocratique nationale) ne pourront pas participer aux élections législatives du 10 février prochain. Le seul parti qui aura la possibilité de défendre la cause des Palestiniens sera donc le Parti Communiste Israélien, formation qui regroupe des Juifs et des Arabes israéliens et qui, pour le moment, n'est pas interdit d'élection.

Les porte-parole de l'État israélien aiment vanter la supé-

riorité de la « démocratie israélienne », mais on voit qu'en temps de guerre celle-ci est réduite à peu de choses. Et, bien sûr, ce n'est pas non plus en écartant leurs partis de l'élection que l'État israélien réduira le fossé qu'il creuse depuis des années avec les Palestiniens de l'intérieur, que ces mesures ne peuvent que rapprocher du reste des Palestiniens.

Jacques FONTENOY

Choisir son camp

Plusieurs attentats contre des synagogues ont eu lieu récemment, à Schiltigheim dans le Bas-Rhin, à Toulouse et à Saint-Denis où des cocktails molotov ont déclenché un incendie. Ces attentats, heureusement plus spectaculaires que meurtriers, sont à la fois intolérables et imbéciles. Ils ne sont en rien capables de faire avancer la cause des Palestiniens, à supposer que ce soit le but de leurs auteurs.

En revanche, ils ont donné l'occasion à certains défenseurs de la politique de l'État d'Israël de sonner le rappel en direction de l'opinion publique en général et de la communauté juive en particulier. Aux condamnations légitimes de tels actes se sont ajoutés des commentaires qui révè-

lent leur sens très particulier de la liberté d'expression. Ainsi le président du Bureau de vigilance contre l'antisémitisme, Sammy Ghozlan, a accusé le maire de Saint-Denis d'avoir une part de responsabilité dans l'agression contre la synagogue, puisque la mairie avait organisé une manifestation de soutien aux Palestiniens le jeudi précédent, manifestation que le même Sammy Ghozlan avait demandé au préfet de Seine-Saint-Denis d'interdire. Pour qu'on n'entende plus que la voix des sionistes, il serait tellement plus simple de faire taire ceux qui protestent contre le massacre des civils palestiniens !

Le gouvernement, relayé par les médias, en appelle, lui, à ne pas « importer en France » un conflit extérieur, pour éviter l'engrenage de la violence. L'UMP, de son côté, a mis en

garde les responsables politiques « qui jouent aux apprentis sorciers en prenant fait et cause pour tel ou tel camp ».

Voilà qui est clair : prendre parti, choisir son camp, ce serait prendre le risque de déclencher la violence... du moins quand on est solidaire du peuple palestinien. Le gouvernement est parfaitement hypocrite : malgré ses discours sur la paix au Proche-Orient, il est, de fait, du côté de l'État israélien dont il justifie la violence terroriste comme nécessaire à la protection de sa population. Au nom du refus de la violence, le gouvernement veut en réalité stigmatiser ceux qui protestent contre la politique israélienne et leur faire porter la responsabilité d'éventuels dérapages. Dans la foulée, il appelle à la rescousse tous les rabbins, imams et curés, soi-disant pour calmer

le jeu, les présentant comme les interlocuteurs privilégiés des diverses communautés.

Eh bien non, on ne peut pas renvoyer dos à dos les Palestiniens et le gouvernement israélien. On ne peut pas tirer un trait d'égalité entre un peuple opprimé, privé d'existence nationale depuis des dizaines d'années, et ses oppresseurs, qui imposent un blocus criminel, insupportable, à toute une population enfermée dans la bande de Gaza. Le gouvernement israélien dit répondre aux menaces du Hamas. Mais outre le fait que ce n'est pas le Hamas qui a rompu la trêve, outre le fait que ses armes sont infiniment moins destructrices que celles de l'armée israélienne, la guerre se fait ici plus contre les civils que contre cette organisation avec laquelle Israël finira sans doute par composer car, comme le dit un

historien militaire israélien : « Nous n'avons pas intérêt à détruire le Hamas. Il faut bien quelqu'un à qui rendre les clefs une fois que tout est terminé. Et un gouvernement hostile comme le Hamas est préférable à l'anarchie. »

La guerre, elle se mène contre le peuple palestinien plus que contre une organisation, nationaliste et religieuse, dont il n'a rien de bon à attendre. Elle se mène pour le briser, pour l'empêcher d'avoir un pays au lieu d'une prison. C'est pour cela que, quels que soient les dirigeants qu'ils se sont choisis pour le moment – et encore dans quelle mesure ? – il faut soutenir le droit des Palestiniens à disposer d'eux-mêmes.

Sylvie MARÉCHAL

. Janvier 1919

Quand les dirigeants social-démocrates faisaient régner l'ordre bourgeois à Berlin

Depuis les premiers jours de novembre 1918, les matelots, les soldats et les ouvriers allemands avaient constitué, à travers tout le pays, d'innombrables Conseils destinés, espéraient-ils, à se substituer au pouvoir de cette bourgeoisie qui les avait entraînés dans la première boucherie mondiale. La révolution s'était répandue comme une traînée de poudre.



Pendant les combats, du côté des Spartakistes.

Le 10 novembre, paré du titre trompeur de Conseil des commissaires du peuple, un gouvernement provisoire composé de dirigeants du SPD (Parti social-démocrate), auquel des Indépendants de l'USPD (des socialistes hostiles à la guerre) apportaient leur caution, s'était porté au secours de la bourgeoisie désemparée devant le mouvement révolutionnaire, se proposant d'assumer la charge du pouvoir. À sa tête, Friedrich Ebert, président du SPD, venait d'accepter la fonction de chancelier.

La révolution continuait cependant de frayer sa route. « Les ouvriers, temporisaient Ebert dans le journal *Vorwärts* du 2 décembre, n'ont pas à s'inquiéter à propos des conquêtes sociales de la révolution. Le profit capitaliste va être durement touché. » Mais malgré la paix revenue, on mourait toujours dans les villes allemandes, de faim, de froid. La machine économique s'effondrait : des usines fermaient, le chômage s'étendait. Et dans les Conseils, les travailleurs les plus conscients demandaient impatiemment des comptes. À Mülheim, le 8 décembre, un Conseil d'ouvriers et de soldats avait osé procéder à l'arrestation de quelques magnats capitalistes. Le 18 décembre à Berlin 250 000 travailleurs, réunis à l'appel de Karl Liebknecht et des spartakistes, manifestaient pour le pouvoir aux Conseils, la révocation du gouvernement Ebert, l'armement du prolétariat.

Qui a les armes ?

Mais c'est la bourgeoisie qui, l'inquiétude grandissant, s'armait. Les divisions revenues du front, même tenues en main par leurs officiers, s'avéraient peu

« sûres ». Cependant l'état-major avait depuis quelque temps prévu cet effritement et poussé à la constitution de « corps francs », troupes de volontaires organisées en vue de la guerre civile. Fin décembre, le général Maercker, ancien officier de la « coloniale », avait installé près de Berlin 4 000 de ces mercenaires. Le 4 janvier, ils étaient 80 000.

Les ministres USPD démissionnèrent du gouvernement le 29 décembre, afin de cesser de porter le chapeau de la politique de plus en plus ouvertement contre-révolutionnaire d'Ebert. Ils furent remplacés par des « socialistes » majoritaires. Parmi



De gauche à droite: Ebert, le ministre de Guerre, un général, et le maire de Berlin.

eux Gustav Noske, vieille connaissance du Haut état-major prussien pour avoir fait, pendant la guerre, la liaison entre le SPD et ce dernier. Noske, nommé deux mois auparavant gouverneur à Kiel pour y circonscrire la mutinerie des matelots, prit immédiatement en main la direction des questions militaires. Investi des pleins pouvoirs par son collègue Ebert et le Haut état-major, il aurait alors déclaré : « Quelqu'un

doit bien assumer le rôle de bourreau [littéralement, « Bluthund », chien de chasse sanguinaire], je ne refuse pas cette responsabilité. »

Les « socialistes de l'état-major » au gouvernement, ne se contentant pas de s'être investis corps et âme au service de la bourgeoisie, se préparaient à aller jusqu'au bain de sang pour anéantir la menace constituée par les travailleurs révolutionnaires et leurs chefs. La presse social-démocrate déversait quotidiennement des calomnies sur ceux qui venaient de fonder, le 31 décembre, le KPD (S), le Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartakiste), regroupant quelque 3 000 militants.

La social-démocratie accepte le rôle de bourreau

L'épreuve de force, souhaitée, préparée contre le prolétariat berlinois, allait s'engager après la révocation, le 4 janvier 1919, du préfet de police de Berlin, le social-démocrate indépendant Emil Eichhorn. Ce dernier étant perçu par les travailleurs de la région comme un allié, la mesure entraîna aussitôt, le 5 janvier, un mouvement de grève et rassembla des dizaines, peut-être des centaines de milliers de manifestants, dirigeants ouvriers en tête.

« Si les foules avaient eu à leur tête des chefs sachant exactement où ils allaient, constaterait plus tard Noske, elles se seraient rendues maîtresses de Berlin avant midi », tant étaient impressionnants les cortèges ouvriers qui

occupaient, des heures durant, les rues. Des dirigeants, des social-démocrates indépendants, des délégués révolutionnaires des usines et des communistes-spartakistes, comme Liebknecht, s'étaient longuement réunis pour analyser le rapport de forces et décider de la suite à donner à la mobilisation.

Cette assemblée de responsables jugea, dans sa majorité, que la situation évoluait vite et que le

rapport de forces n'était pas loin de permettre aux travailleurs – berlinois – de s'emparer du pouvoir. Elle désigna un « collectif » de 52 membres, un Comité révolutionnaire chargé de diriger le mouvement en ce sens et de s'ériger dès que nécessaire en



Karl Liebknecht prend la parole le 4 janvier 1919, devant le ministère de l'Intérieur.

gouvernement provisoire, en attendant une réélection des Conseils et un congrès. La direction du tout jeune KPD, elle, craignait pourtant que ce fût trop tôt pour lancer la bataille pour le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann-Noske. Mais ses membres présents à l'assemblée se rallièrent néanmoins au point de vue du Comité.

Le lendemain, la grève était partout. Les grandes imprimeries des journaux, dont celle du *Vorwärts*, furent occupées, ainsi que le télégraphe et la préfecture de police. Si la mobilisation était réelle mais confuse, les mots d'ordre étaient clairs : annulation de la révocation d'Eichhorn, désarmement des troupes contre-révolutionnaires, voire démission du gouvernement Ebert. Ils étaient repris par tous, y compris par de nombreux travailleurs proches la veille encore du SPD. Mais, sur les centaines de milliers de manifestants, seuls une dizaine de milliers étaient prêts à prendre les armes.

La semaine sanglante

Au soir de cette journée, tandis que les dirigeants communistes, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches en tête, ne pouvaient que décider de se battre aux côtés des plus déterminés, des dirigeants de l'USPD tentaient, quant à eux, d'aller

négoier avec le gouvernement. Pendant ce temps, Noske avait déjà installé son QG à l'écart de Berlin. Le plan de reconquête militaire était prêt, chaque corps-franc étant en charge d'un secteur.

Le 11 Noske, à la tête des corps-francs, entra dans Berlin. Les troupes se livrèrent à un véritable massacre. Les nids de résistance furent réduits les uns après les autres au canon, au lance-flammes. Les assassins en uniforme ne faisaient pas de prisonniers. Mieux entraînés, mieux armés, plus nombreux, les corps francs l'emportèrent sur des milliers de combattants héroïques, mais isolés.

Pendant plusieurs jours, les soldats du « chien sanguinaire » Noske firent régner la terreur blanche. « L'ordre règne à Berlin », écrivait rageusement Rosa Luxemburg le 14 janvier, inscrivant cet échec tragique du prolétariat berlinois dans « la série des défaites historiques qui constituent la fierté et la force du socialisme international ».

Les ordres étant de frapper le mouvement à sa tête, les dirigeants révolutionnaires étaient traqués. Arrêtés, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg furent froidement assassinés. La responsabilité du gouvernement était totale.

Cette sauvage offensive menée par les social-démocrates au gouvernement, appuyés par l'état-major, ne mit pas fin à la vague révolutionnaire. Pendant quelques mois, d'autres grèves, d'autres combats furent menés où, dans des centres industriels, les travailleurs révolutionnaires furent à leur tour écrasés par les officiers et les corps-francs.

Le KPD, privé de ses dirigeants les plus compétents, les plus incontestés, interdit, allait devoir reconstituer ses forces, tandis que fin janvier il perdait Franz Mehring, dirigeant historique, âgé et malade, puis en mars, au cours d'une nouvelle insurrection berlinoise, Leo Jogiches, lui aussi assassiné lors d'une « tentative de fuite ».

Pendant plusieurs années encore, l'Allemagne connut des épisodes révolutionnaires. Mais cette première grave défaite du mouvement ouvrier allemand, qui laissa la Russie des Soviets isolée, pesa lourdement sur l'évolution du mouvement communiste. Et par là, elle ouvrit aussi la voie à une autre défaite, d'une portée incalculable, lorsque, en 1933, la bourgeoisie allemande installa Hitler au pouvoir.

Mais, quatorze ans avant, les Ebert et les Noske lui avaient préparé la voie.

Viviane LAFONT

• La neige a immobilisé Marseille

En haut lieu, on a attendu qu'elle fonde...

Marseille couverte d'un épais manteau de neige en trois heures, c'était certes surprenant. Et tous en furent surpris y compris tous les services, municipaux, départementaux et autres.

La ville et le département sont paralysés

Mercredi 7 et jeudi 8 janvier, la ville et le département ont été paralysés durant un jour et demi.

Les quelques bus sortis en début de matinée furent immobilisés quelque part en ville. Le tramway dut être interrompu comme le métro dans les parties aériennes de ses lignes. Les voitures patinaient, se mettaient en travers, achevant de bloquer les rues.

Sur les autoroutes, les camions avaient été stockés, mais les voitures se retrouvaient immobilisées dans la neige qui montait. L'aéroport de Marignane était arrêté et isolé. Les trains non plus ne circulaient plus.

Les hôpitaux devinrent inaccessibles, surtout l'hôpital Nord qui est situé en haut d'une colline aux accès abrupts. Ainsi les médecins, infirmiers ou aides-soignants ne parvenaient plus à atteindre l'hôpital. Pas plus que les patients d'ailleurs.

Le personnel qui se trouvait dans les hôpitaux fut réquisitionné, travaillant

jusqu'à 36 heures, dormant sur place.

Au total, dans le département, 2 600 personnes furent hébergées dans la nuit de mercredi à jeudi, dont 1 000 à l'aérogare et 120 en gare Saint-Charles dans des rames de train chauffées. 17 000 foyers étaient privés d'électricité mercredi.

Une désorganisation générale des services publics

Le temps passait mais on ne voyait venir ni véhicule pour saler et déneiger, ni employés des services municipaux, départementaux, ni de l'État. Quant aux chasse-neige et autres tractopelles munies de lames ou de quoi que ce soit qui puisse pousser la neige sur les bas-côtés, ils furent extrêmement rares sur les routes et autoroutes, pratiquement invisibles à Marseille. Les cantonniers se retrouvaient équipés de balais pour dégager trente centimètres de neige tassée.

À la RTM (Régie des transports de Marseille), pour dégager les rails enneigés, les volontaires ne furent même pas équipés de pelles, ni de bottes ou de doudounes. Il n'y avait rien de tout cela en magasin, sans doute par souci d'économies. Ce sont les chaudronniers de l'entreprise qui durent fabriquer des instruments pour gratter la neige.

Les aiguillages des chemins de fer étaient aussi blo-

qués par la neige. Comme le firent remarquer des syndicalistes, il n'y avait plus les bonbonnes de gaz et les brûleurs qui permettent de déneiger les aiguilles.

Qu'ils émanent de la Préfecture, de la Mairie, du Département, de la Communauté de communes, de la Région, ordres et contre-ordres se sont succédé. Ainsi les agents municipaux rece-

possible de faire. Gaudin, sénateur-maire de Marseille, explique qu'il ne va pas acheter des chasse-neige qui ne serviront qu'une fois tous les vingt ans, mais il y a bien des interventions moins coûteuses qui auraient été utiles, des indications et des consignes qui auraient pu être données. Les accès de l'hôpital Nord auraient bien pu être dégagés, fût-ce à la pelle, ou par

tien des poteaux.

Manifestement, pour ceux qui se disent responsables, il était surtout urgent d'attendre le dégel qui ne pouvait tarder.

Le lendemain jeudi, crèches et écoles étaient fermées et bien des rues encore non utilisables en dehors du centre-ville. Seuls quelques grands axes enfin salés, mais pas les trottoirs, permettaient



vaient un mail leur demandant de rentrer chez eux, suivi, quarante minutes plus tard d'un autre mail précisant que le précédent ne concernait pas le personnel d'intervention. La Communauté urbaine attendait 18 h 30 le mercredi pour engager son plan Neigel.

Les présidents de ces instances, de gauche et de droite, affirment avoir fait, ensemble, tout ce qu'il était

un tracteur équipés d'une lame.

Un syndicaliste remarque que l'on a « fait disparaître les baraques des cantonniers ». Du sel y était entreposé, qui aurait été bien utile dans les différents quartiers. De même, un autre expliquait que, du fait de la politique d'économie à tout prix, EDF ne faisait plus élaguer les arbres au-dessus des fils électriques et délaissait l'entre-

la circulation des bus.

Mais quand le Premier ministre, Fillon, envoie une mission pour enquêter sur tant d'incapacité, Gaudin a beau jeu de le renvoyer à l'inaction des services de l'État. En effet celui-ci fut le grand absent du fait, entre autres, de la suppression de l'ancienne DDE, dont les services auraient été les bienvenus.

Correspondant local

• Football

Malgré le froid, le ballon doit rester en or

La vague de froid qui s'est abattue sur le pays fait trembler les responsables des clubs de football. Car qui dit froid, dit risque de pelouse gelée et... de match annulé. Et les protestations des joueurs, pour qui évoluer sur une pelouse gelée et à des températures très inférieures à zéro n'est pas une partie de plaisir, ne pèsent pas lourd face aux amendes à verser à la Fédération de football pour un match

annulé (20 000 à 50 000 euros en Ligue 1 et 10 000 à 30 000 euros en Ligue 2) et aux pressions des télévisions, Canal+ et TF1 en tête.

Alors pour que les clubs puissent vendre des billets et les chaînes diffuser les matchs et... les écrans publicitaires qui les accompagnent, on a vu des pelouses recouvertes d'une bâche, sous laquelle une soufflerie envoie de l'air à

50 degrés des jours durant. On apprend à l'occasion que certains stades, comme celui de Sochaux, sont équipés d'une pelouse « chauffante ». Des sommes conséquentes sont ainsi dépensées, à la mesure des intérêts financiers en jeu, parfois d'ailleurs en pure perte car les matchs ont quand même dû être reportés.

Dans le même temps, des responsables d'EDF et de

Réseau de Transport d'Électricité (RTE) ont demandé aux usagers de réduire leur consommation en électricité. Il aurait fallu éteindre la lumière, baisser la température dans les pièces inoccupées, n'utiliser les appareils électroménagers qu'après 20 heures ou ne pas laisser d'appareils en veille.

Mais personne ne demande aux patrons des clubs de foot de réduire leur consommation en électricité

en ne chauffant pas les pelouses. Cela ferait pourtant de sacrées économies, comme d'ailleurs le fait d'instaurer dans le championnat de football une trêve hivernale de plusieurs semaines, comme en Allemagne ou aux Pays-Bas. Et, que l'on sache, les équipes de ces deux pays ne sont pas moins performantes que les clubs français !

Cédric DUVAL

• SNCF Paris Gare Saint-Lazare

La grève a porté ses fruits

Mardi 13 janvier, les conducteurs de la gare Saint-Lazare à Paris en grève depuis le 14 décembre ont décidé de cesser leur mouvement, la direction ayant reculé sur une partie de leurs revendications concernant les charges de travail.

La veille, 75 conducteurs avaient voté la reconduction de leur mouvement. Puisque la direction ne voulait rien céder, pourquoi, eux, devaient-ils cesser leur mouvement sans avoir obtenu satisfaction, alors qu'ils font fonctionner tout le réseau ? La grève a été bien suivie et dans la journée de lundi, des cheminots de la gare, travailleurs de l'accueil banlieue, grandes lignes, de la manœuvre, des départs des trains, etc., se sont

eux aussi mis en grève, obligeant la direction à fermer le service accueil.

À l'accueil justement, la direction voudrait que les cheminots affichent en permanence un sourire face à des voyageurs mécontents des retards, des trains modernes qui n'arrivent jamais, des vieilles voitures Corail peu entretenues parce que condamnées. Et il leur faudrait porter un badge « à votre service », alors que c'est le service qui fait défaut !

Même l'alimentation électrique « est usée », selon le terme employé par la SNCF. La sous-station électrique d'Asnières est en bout de course et n'a besoin d'aucun saboteur pour refuser d'alimenter suffisamment les caténaires. L'augmentation du nombre de trains à certaines



périodes s'est faite sans aucun moyen supplémentaire, c'est-à-dire avec une surcharge de travail pour les conducteurs.

À la Traction, les travailleurs sont allés rendre visite au chef de dépôt puis au chef de région, avec toujours les mêmes questions : quels moyens supplémentaires vont être mis en place pour faire plus de trains ? Les arrivées annoncées d'agents de conduite, c'est pour quand ? Ils

seront combien ? Nous exigeons des journées de travail correctes.

Lundi soir un conducteur de train était agressé. Nombreux ont été ceux qui ont fait porter la responsabilité de cet acte à la direction de la SNCF qui n'a de cesse de monter le mécontentement des usagers contre les cheminots. Mardi 13, par solidarité avec le camarade agressé, au fur et à mesure que les chemi-

nots apprenaient la nouvelle, ils cessaient le travail. Il devenait impossible d'assurer le moindre train et la direction SNCF fermait la gare Saint-Lazare. C'est alors seulement que la direction, craignant à juste titre que le mouvement s'approfondisse, a cédé des avancées pour les conducteurs, qu'elle refusait depuis quatre semaines !

Correspondant LO

• Saint-Jean Industries – Vénissieux (Rhône)

En lutte pour sauver leur emploi



Les travailleurs de la fonderie Saint-Jean Industries (ex-Duranton) à Vénissieux sont en grève totale depuis le lundi 5 janvier. Ils produisent des pièces en aluminium pour l'automobile, le poids lourd, le motocycle et la haute tension.

C'est un groupe qui possède une autre usine à Belleville dans le Rhône, et d'autres en Allemagne, en Croatie et aux USA. Son chiffre d'affaires a progressé de 25 % par an entre 2004 et 2007. L'usine de Vénissieux a été rachetée à Duranton-Sicfond en 2005 avec à la clé 137 licenciements, Duranton restant propriétaire des lieux.

Fin 2008, Renault Trucks (groupe AB Volvo), qui est le

principal client de cette fonderie avec 60 % du chiffre d'affaires, a annoncé son intention de se désengager, préférant se fournir auprès d'industriels exerçant en Inde.

Le patron de Saint-Jean Industries a, dans la foulée, averti les travailleurs qu'il allait regrouper le reste de sa production dans son usine en Croatie et fermer celle de Vénissieux, avec le licenciement des 108 salariés. Il a même poussé le cynisme jusqu'à proposer aux ouvriers d'aller régler les machines en Croatie, après le déménagement.

Tous les travailleurs de cette usine savent ce que veut dire licenciement et chômage, car beaucoup de leurs collègues licenciés en 2005 n'ont toujours pas retrouvé de travail. Ils sont

donc déterminés à sauver leurs emplois, en obligeant les patrons de Saint-Jean, de Renault Trucks, mais aussi d'AREVA et de BMW, à leur trouver un repreneur.

Jour et nuit, les grévistes se relaient au piquet de grève pour bloquer l'entrée et empêcher la sortie des stocks. Ils reçoivent beaucoup d'encouragements et de soutien. Conscients qu'il leur faut faire connaître leur lutte à d'autres travailleurs, ils sont allés lundi 12 janvier diffuser un tract à l'usine Renault Trucks toute proche. Face aux patrons qui licencient et ferment des usines, les travailleurs de Saint-Jean Industries ont choisi, à juste raison, ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

• Vistéon Gondécourt (Nord)

Non aux licenciements et aux baisses de salaires !

Vistéon, équipementier automobile présent dans le monde entier, profite de la baisse de production dans l'automobile pour mettre en route un nouveau plan de suppressions d'emplois : il prévoit de supprimer 101 emplois à Gondécourt dans le Nord, (la direction parle déjà de 90 suppressions supplémentaires par la suite), de fermer le site de Flins (avec environ 50 emplois) dans la région parisienne et de supprimer 18 emplois à Rennes. Il prévoit aussi de délocaliser huit postes de comptabilité en Hongrie.

En plus, les directeurs veulent modifier 125 contrats de travail pour amputer de 20 % environ la paye de ceux qui seraient forcés de passer de week-end ou de nuit en 2 x 8. Et déjà, des centaines d'intérimaires ont été jetés dehors et privés de leur salaire.

Vistéon est un habitué des plans anti-sociaux. Depuis quelques années, le trust n'a pas arrêté de fermer des usines ou de supprimer des centaines d'emplois, notamment en France : La Verpillère, près de Lyon, en 2004, Bellignat dans l'Ain et Brebières près de Douai en 2007. Des centaines d'emplois ont aussi été supprimés à Rougegoutte, près

de Mulhouse en 2006, à Charleville en 2007, à Harnes dans le Pas-de-Calais en 2008.

En 1999, ce groupe employait 80 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 20 milliards de dollars environ. En 2007, il n'employait plus que 35 000 personnes mais était encore plus profitable avec 11 milliards de dollars de chiffre d'affaires, passant ainsi de 250 000 dollars de chiffre d'affaires par salarié à plus de 314 000.

La sécurité est délaissée et il y a beaucoup d'accidents. Un camarade est mort sur une machine, en septembre 2007 à Gondécourt. Mais qu'importe pour la direction, qui ne nous parle que de sacrifices, d'amélioration de la productivité, de modération salariale, de chasse aux temps morts, ou de la réduction des coûts et de suppressions de postes. Les « responsables » de l'usine ne sont en fait responsables que des profits des actionnaires, notamment du fonds d'investissement Pardus.

Alors, ne faudrait-il pas que les travailleurs prennent aussi leurs responsabilités, en défendant collectivement leurs intérêts ?

Correspondant LO

• « Manque » d'électricité et augmentation des tarifs



La centrale atomique du Bugey, dans l'Ain.

Des atomes crochus... pour notre argent

La France risque-t-elle de manquer d'électricité ? Partout on nous conseille de réduire la consommation en soirée et des municipalités ont diminué éclairages et illuminations. Il y a sans doute un problème qui serait assez facile à résoudre mais il y a, dans la foulée, une campagne de la direction d'EDF pour persuader la population qu'il lui faudra bien accepter tôt ou tard des augmentations de tarifs... totalement injustifiées.

La récente vague de froid a entraîné l'utilisation au maximum ou presque de la capacité de production des centrales électriques du pays. La question s'est donc posée du risque de rupture, à certaines heures de la soirée, lorsque les entreprises fonctionnent encore et que les gens, rentrés chez eux, allument lumières, chauffages et appareils électriques divers.

L'électricité, on le sait, ne se stocke pas. Il faut à chaque instant produire ce que l'on consomme. Le parc des centrales nucléaires produit en gros les quatre cinquièmes du courant. Mais les centrales nucléaires ne peuvent se mettre en route rapidement ni moduler leur production. Pour faire face aux pics de consommation, il faut soit des centrales hydrauliques avec barrages (ce qui n'est le cas que d'une partie d'entre elles), dans lesquelles on ouvre les vannes à la demande, et des centrales thermiques fonctionnant au charbon, au pétrole ou au gaz, qu'on peut mettre en route rapidement. Il y en a quelques-unes dans le pays, mais pas beaucoup, et en tout cas pas assez.

C'est pourquoi, alors que la France exporte (de moins en

moins, il est vrai) de l'électricité en période « normale », elle doit en importer au moment des pointes, car les pays voisins sont beaucoup moins « nucléaires » et beaucoup plus « thermiques ».

Jusqu'à présent cela s'est bien passé, mais c'est devenu « limite ». Si la consommation d'énergie électrique reste la même, et à plus forte raison si elle progresse, il faudrait donc augmenter un peu la capacité nucléaire et construire les centrales thermiques manquantes. Et aussi améliorer les lignes à haute, moyenne et basse tension.

EDF en a parfaitement les moyens, et cela sans augmenter les tarifs. Seulement le PDG de l'entreprise, Gadonneix, ne loupe aucune occasion pour défendre l'idée que, si l'on veut des investissements, il faudra que l'État, qui pour le moment doit donner son accord, accepte les hausses souhaitées par la direction d'EDF.

Mais la direction d'EDF se moque du monde. EDF en effet vient d'acquérir pour 15 milliards d'euros British Energy, en Grande-Bretagne, et pour 3,5 milliards d'euros (4,5 milliards de dollars) la firme Constella-

tion, aux États-Unis. En tout 18,5 milliards d'euros... qu'elle n'avait pas (puisque EDF est déjà endettée) mais qui représentent une somme qui aurait permis de construire quatre centrales nucléaires du type EPR, dont le premier modèle est en cours de montage (environ 4 milliards d'euros pièce) ainsi que de nombreuses centrales thermiques (chacune revenant beaucoup moins cher).

Mais EDF a choisi de spéculer sur le développement du nucléaire à l'étranger. Et ce n'est



qu'un début ! Car comme le remarquent tous les analystes, EDF n'a acheté que des « tickets d'entrée » sur les marchés du nucléaire britannique et américain. C'est ensuite que devraient commencer les très gros investissements pour construire les centrales elles-mêmes.

Et c'est pour cela qu'EDF a

besoin d'argent, de beaucoup d'argent, qu'elle voudrait racler dans les poches des consommateurs de France et des divers pays où elle sévit.

Si les tarifs de l'électricité venaient à augmenter, ce serait uniquement pour qu'EDF puisse mieux spéculer.

André VICTOR

Radioactivité n'est pas transparence

Le 16 décembre l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), en principe indépendante, a refusé les agréments accordés jusqu'à un certain nombre de laboratoires effectuant des contrôles de la radioactivité autour des centrales nucléaires. Ces labs dépendent d'EDF et l'ASN leur reproche des défauts de méthode « incompatibles avec la qualité requise pour assurer la surveillance radioactive de l'environnement ». Il semblerait que certaines mesures auraient sous-estimé la radioactivité, alors que d'autres l'auraient surestimée. En fait, on n'en sait trop rien.

Le plus curieux c'est que

cette décision est restée strictement secrète durant près d'un mois. Ni EDF ni l'ASN n'en ont fait état, motus et bouche cousue ! Simplement l'ASN l'a signalée sur son site Internet, et c'est là que des membres de l'association Sortir du nucléaire ont déniché l'information et l'ont fait connaître.

Les conclusions sont simples : d'une part les laboratoires sous le contrôle d'EDF ne sont pas fiables, et d'autre part, en matière de nucléaire, c'est toujours la tendance au silence radio. Les responsables ne daignent pas informer la population... trop de milliards sont en jeu.

Du pétrole, il y en a de plus en plus !

On nous l'a assez dit et répété, que les ressources pétrolières s'épuisent et que la baisse de l'offre entraînera inévitablement la hausse des prix. Et il est vrai qu'un jour ou l'autre, à force de vider les puits, il finira bien par ne plus y en avoir. Mais ce jour est encore assez loin, et il s'éloigne même un peu car, contrairement à tout ce qu'on nous avait raconté, les réserves connues dans les sous-sols de la planète augmentent. Pas beaucoup, mais augmentent quand même !

Ainsi en 2008, il a été découvert dix milliards de barils supplémentaires, ce qui augmente les réserves de 0,8 % par rapport à l'année

d'avant. Au rythme actuel, avec les ressources connues (mais bien évidemment on en découvrira de nouvelles) il y aurait pour un demi-siècle de pétrole devant nous. De quoi voir venir car, dans un demi-siècle, bien malin serait celui qui pourrait nous dire, compte tenu des progrès techniques, quelles sources d'énergie seront utilisées. Du pétrole, donc, il y en a, et du gaz naturel encore davantage.

Seulement la hausse des prix, pour le moment interrompue par la crise, n'est pas due à l'épuisement supposé des ressources, mais à la spéculation. Et celle-ci a encore... de la réserve !

A. V.

Marché libre et arnaqueurs libres

Dans une bourgade du nord de la France, des agents commerciaux de l'entreprise d'électricité Poweo ont démarché la population en se présentant comme des agents d'EDF. Ils demandaient à voir les factures, proposaient des modifications d'abonnement prétendument plus avantageuses, et les gens se retrouvaient ensuite sans l'avoir voulu ni compris... abonnés à Poweo !

Cette affaire a fait grand bruit, d'autant que le maire a pris un arrêté interdisant ce

genre de démarchage.

Il s'agit sans doute d'un cas extrême, mais Poweo n'est pas la seule entreprise arnaqueuse. Direct Energy s'est déjà fait épingle, ainsi que Gaz de France (aujourd'hui GDF-Suez) qui ne cesse de proposer très largement à ses millions de clients des abonnements uniques gaz et électricité, sans trop insister sur le fait que cela les amène à renoncer aux tarifs, pour le moment protégés, d'EDF.

En fait, en supprimant les

services publics du gaz et de l'électricité (publics, ils ne l'étaient pas complètement, loin de là), les autorités ont déchainé une concurrence absurde et coûteuse, et des arnaques qui font partie intégrante du fonctionnement capitaliste.

Si les arnaqueurs gaziers et électriciens agissent ainsi, c'est d'abord parce que le gouvernement les a laissés faire.

A. V.

• FM Logistic – Woippy (Moselle)

Non aux suppressions d'emplois !

Près de trois cents salariés de l'usine FM Logistic située à Woippy, dans la banlieue de Metz, ont manifesté lundi 12 janvier devant la préfecture de Moselle à l'occasion d'un débrayage organisé à l'échelle du groupe par l'intersyndicale.

Depuis quinze ans, les travailleurs de FM Logistic à Woippy (ils sont moins de 500 aujourd'hui) conditionnent des imprimantes fabriquées en Chine ou en Malaisie pour la multinationale Hewlett-Packard. Or HP a décidé de les conditionner sur les lieux de production. Du coup, FM Logistic, qui a déjà supprimé plus d'une centaine d'emplois en 2008 et licencié des centaines

d'intérimaires, prévoit 169 licenciements supplémentaires cette année. L'immense entrepôt de logistique, financé à coups de millions par les pouvoirs publics, serait définitivement fermé et les 320 travailleurs restants licenciés en 2010, si aucun donneur d'ordre ne vient remplacer HP.

La direction de FM Logistic invoque la crise, mais la décision du groupe HP n'a absolument rien à voir avec la crise économique actuelle. Elle a par contre tout à voir avec la volonté des groupes industriels de faire plus de bénéfices en « réduisant les coûts », et par voie de conséquence l'emploi de centaines de travailleurs, qui ne pèse pour rien dans la

balance patronale.

Dans FM Logistic, FM représente les initiales des familles Faure et Machet. Ces deux grandes familles bourgeoises de Lorraine, principales actionnaires du groupe, se portent bien : leur fortune est passée de 100 à 150 millions d'euros entre 2005 et 2007.

Le géant Hewlett Packard se porte lui aussi comme un charme : le groupe a annoncé un bénéfice net de 6,2 milliards d'euros pour 2008, en hausse de 15 %. Il n'y a donc aucune raison d'accepter que les emplois soient sacrifiés pour augmenter encore les dividendes de tout ces gens-là.

Étienne HOURDIN



• Michelin-Saint-Doulchard – près de Bourges

Débrayage pour soutenir deux camarades menacés de licenciement

Le 16 décembre, deux travailleurs de Michelin étaient convoqués par la direction, sous prétexte d'avoir stocké quelques pinceaux dans leurs placards.

Suite au premier entretien, la direction leur a signifié une mise à pied conservatoire du 16 décembre au 5 janvier, jour où elle les convoquait pour un autre entretien en vue d'une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement pour faute grave ou lourde.

Ces travailleurs sont donc restés trois semaines pendant les fêtes de fin d'année sans

savoir s'ils allaient être payés et quelle sanction la direction comptait prendre, alors qu'aucune faute n'était avérée.

La CGT, SUD, FO et CFTC appelaient le lundi 5 janvier à un débrayage de soutien, au moment de l'entretien que nos camarades avaient avec la direction. Une centaine de travailleurs de la production les ont soutenus dans les trois équipes. Dans les assemblées générales qui ont eu lieu, beaucoup d'entre nous ont exprimé leur colère face aux mesures inacceptables prises par la direction et pour dénoncer la

pression morale exercée contre nos camarades.

Finalement, la direction a reculé sur les licenciements. Elle leur a proposé de reprendre le travail le lendemain et a décidé de payer les trois semaines de mise à pied conservatoire. Cependant le risque de sanction persiste, alors que nos camarades ont demandé à être lavés de tout soupçon.

Nous restons donc mobilisés et prêts à montrer à la direction que nous n'acceptons aucune sanction.

Correspondant LO

• Agglomération d'Orléans

La grève des éboueurs continue



Les éboueurs de l'agglomération d'Orléans, l'Aggl'O, entament ce lundi leur 18^e jour de grève pour obtenir 100 euros net d'augmentation mensuelle. Leurs salaires avoisinent les 1 300 euros net pour quinze ans d'ancienneté.

Ils ont multiplié les actions devant le siège de l'Aggl'O, les blocages des dépôts. Ils ont aussi manifesté devant le tribunal car les élus ont porté plainte pour entrave à la liberté du travail.

Les responsables et élus de droite de l'Aggl'O n'ont pas de mots assez durs et méprisants contre la grève et les revendications. Mais lorsqu'il s'agit de leurs indemnités, ils sont alors bien plus compréhensifs. Ainsi le président UMP de l'Aggl'O s'est fendu d'un communiqué de presse justifiant son augmentation de 33 % : ses semaines de travail seraient bien plus longues que celles des éboueurs et il aurait deux

fois moins de vacances. Le premier vice-président, le maire de Fleury-les-Aubrais affilié au Modem, trouve, lui, « qu'il y a de l'indécence à revendiquer quand il y a tant de gens au RMI ». Mais alors, pourquoi n'a-t-il pas refusé l'augmentation de 82 % de son indemnité ?

Toutes ces campagnes haineuses se retournent contre leurs initiateurs, et nombreux sont les travailleurs mais aussi les commerçants du centre-ville qui, quand ils connaissent les conditions de travail et de salaire des éboueurs, leur apportent leur soutien.

Les éboueurs craignent de nouvelles provocations contre leur grève à l'occasion de la venue à Orléans de Sarkozy mercredi 14 janvier. Ils doivent avoir le soutien de tous les travailleurs et obtenir satisfaction.

Correspondant LO

• La Barre Thomas - Rennes

Coup de colère

La Barre Thomas est une entreprise sous-traitante de PSA qui produit des pièces en caoutchouc, dont l'actionnaire principal est un fonds d'investissement : Silver Point. En quelques années, son effectif est passé de 3 000 personnes à environ 1 250, à la suite de plusieurs plans de licenciements qui ont été très mal vécus, d'autant plus que les bénéfices étaient importants.

Le chômage technique en décembre a occasionné des pertes de salaire pouvant aller jusqu'à 300 euros par mois. Aussi, à l'occasion d'une réunion de CE entérinant un nouveau projet de 250 suppressions d'emplois, la colère accumulée s'est exprimée.

Un rassemblement à l'appel d'une intersyndicale a été organisé vendredi 9 janvier devant la salle du CE. Des dizaines de travailleurs de la normale ont été rejoints par des travailleurs de l'équipe d'après-midi, portant le nombre de manifestants à 150.

À son arrivée, la direction a été conspuée et la salle envahie aux cris de « Démission ! » ou encore « Du pognon ! » Puis les manifestants ont envahi les ateliers. Près de 150 travailleurs ont débrayé et ont rejoint le cortège au fur et à mesure des passages de la manifestation, qui s'est terminée vers 17 heures. Affolés, certains chefs couraient dans tous les sens, mais d'autres se sont joints au cortège, persuadés que ce nouveau plan concerne bel et bien chacun d'entre nous.

300 travailleurs ont participé à ce mouvement, inédit dans une entreprise où les traditions de luttes collectives sont inexistantes. Beaucoup envisagent de remettre ça, en espérant entraîner les collègues des autres équipes. À l'appel d'une partie des syndicats, un nouveau rassemblement a réuni 150 personnes ce mardi 13 janvier. Il faudrait que cela ne soit qu'un début !

Correspondant LO

• Caterpillar - Grenoble

S'enrichir en licenciant

Chaque jour on annonce de nouveaux licenciements projetés par les plus grandes multinationales : Thyssenkrupp le géant sidérurgiste, IBM qui envisagerait des dizaines de milliers de licenciements dans le monde, ArcelorMittal pour son siège à Bruxelles, Oracle le numéro 1 mondial des bases de données, et encore FM Logistic en Moselle, de nouvelles vagues à Roubaix dans de nombreuses entreprises, chez DMC, etc. L'annonce en ce début janvier du licenciement de 600 salariés de l'usine Caterpillar de Grenoble est, elle, révélatrice de la brutalité des plus grandes entreprises.

C'est pendant la période de leur chômage partiel que les 2 700 salariés de Caterpillar à Grenoble ont reçu chez eux une lettre leur annonçant que 600 d'entre eux allaient être mis à la rue dans les mois suivants.

Ce sont là des méthodes de voyous, en violation de ce que la loi prévoit et qui, en espé-

rant démoraliser les travailleurs, tentent de prévenir toute réaction. Caterpillar est un géant industriel, le numéro 1 mondial de la construction d'engins de chantier. Le groupe prétend avoir des incertitudes pour l'avenir, mais il a froidement annoncé aux syndicats que, sur les 600 suppressions d'emplois, 300 seraient liés à une baisse d'activité et que les 300 autres permettraient « d'améliorer les résultats ».

En terme de résultats justement, Caterpillar se porte encore très bien : un chiffre d'affaires de 50 milliards de dollars pour 2008, en hausse de 11 % par rapport à 2007. Caterpillar sera en plus, comme l'indique la presse économique, « en première ligne pour récupérer une bonne part des centaines de milliards de dollars du plan de modernisation des infrastructures prévu par Obama ». Mais voilà, cette manne ne viendra que dans quelques mois. Alors, en attendant, ce sont les ouvriers

qui vont payer, par les licenciements, pour le maintien des superprofits du groupe. Les syndicats signalaient que la filiale française avait versé 300 millions d'euros en 2008 à sa maison mère, soit l'équivalent de trois ans et demi de masse salariale.

C'est dire que Caterpillar a largement de quoi payer ses salariés, même s'il y a une baisse d'activité. Chez Caterpillar, comme dans bien d'autres entreprises, les patrons n'arrêteront que lorsqu'ils craindront la colère ouvrière, seule capable de mettre à la raison ce patronat guidé par la seule recherche du profit.

Paul SOREL



• Renault - Boulogne-Billancourt

Solidarité avec les salariés de SBFM-Lorient

Le 9 janvier, une délégation d'une cinquantaine de travailleurs de la fonderie SBFM (Société bretonne de fonderie et de mécanique) de Caudan, près de Lorient dans le Morbihan, s'était déplacée devant le siège de Renault, à Billancourt, le principal donneur d'ordre de cette entreprise de sous-traitance.

Des délégués et représentants syndicaux CGT de plusieurs sites Renault étaient venus les soutenir et appuyer leur revendication essentielle : se voir réintégrer dans le groupe Renault.

L'entreprise ayant été placée depuis fin novembre en redressement judiciaire pour six mois, les 550 salariés de la fonderie sont d'autant plus inquiets pour leur avenir que leurs patrons, le groupe italien Zen, a également déclaré d'autres fonderies en cessation de paiement.

La fonderie SBFM, qui fabri-

quait essentiellement des col-

lecteurs d'échappement pour Renault et pour PSA, avait été créée par la Régie Renault il y a plus de quarante ans. Externalisée depuis 1999, l'activité de l'usine était passée à Teksid (filiale de Fiat et de Renault), qui s'en est à son tour débarrassée en 2006, la vendant à Zen-Garro.

Pour les centaines de travailleurs de la SBFM, c'était toujours la même fonderie, les mêmes conditions de travail (40 accidents en 2007 et 28 en 2008), les mêmes profits créés par leur exploitation, pour le plus grand bénéfice des clients donneurs d'ordre, Renault pour les deux tiers et PSA.

Il est donc logique que Renault, qui a des années durant tiré une partie de ses profits du travail des salariés de la SBFM – comme de ceux des centaines d'autres entreprises sous-traitantes que le constructeur utilise dans sa stratégie de flux tendu et de zéro stock –

assume sa responsabilité dans la situation. Les travailleurs de la SBFM, en réclamant que cette activité soit reprise par Renault, entendent bien que leur emploi soit ainsi maintenu. Ils s'appuient sur le cas des salariés de la FDN, la Fonderie de Normandie à Cléon, elle aussi externalisée puis reprise par Renault. Dans tous les cas Renault, qui a cumulé ces dernières années plusieurs milliards de profits et a encore versé en 2008 plus d'un milliard d'euros de dividendes, soit deux cents millions de plus que l'année précédente, aurait de quoi, rien qu'avec cette somme, financer 30 000 emplois pendant un an. Les salariés de SBFM ont entièrement raison d'exiger que leur emploi soit garanti !

Correspondant LO

• PSA – Rennes

Chômage à mi-temps et cadences élevées

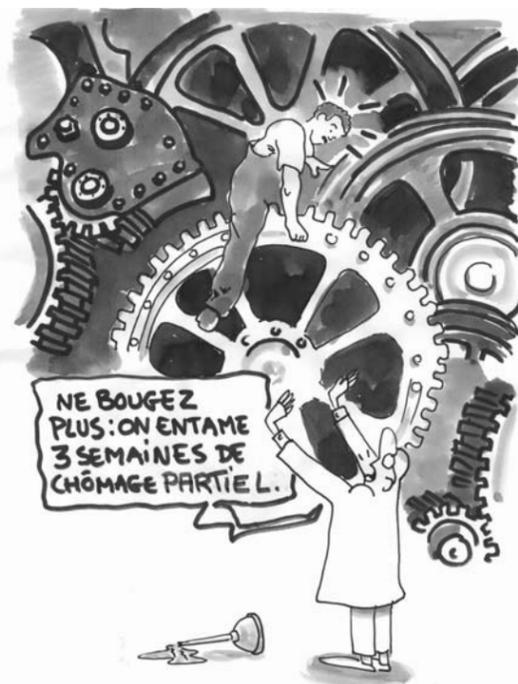
Le vendredi 9 janvier, trois jours après la reprise du travail suite à un mois d'arrêt de l'usine Peugeot de Rennes, la direction a annoncé des prévisions de jours chômés pour la période de février à avril. En plus de la suppression de l'équipe de nuit fin janvier et des six jours de chômage déjà programmés en janvier, elle prévoit treize jours de chômage en février, dix à douze jours en mars et dix à treize jours en avril. Cela veut dire, que sur les quatre premiers mois de l'année, l'usine ne tournera que la moitié du temps.

Mais si l'on en juge par les cadences de ces premiers jours de reprise de janvier, quand l'usine produit, les cadences sont extrêmement rapides. Le recours au chômage aura des conséquences encore plus lourdes dans les nombreuses entreprises de la sous-traitance, où les pertes de revenu en cas de chômage sont plus grandes qu'à PSA.

Pour écœurer un peu plus le personnel, la direction de PSA laisse courir le bruit que les 1 750 suppressions de postes décidées en 2008 ne seraient pas suffisantes, si bien que de plus en plus de travailleurs envisagent maintenant de quitter l'usine avec les quelques primes que propose le patron, « avant qu'il ne soit trop tard »...

Pour préserver les profits, les responsables de l'industrie automobile veulent diminuer les revenus des salariés. À en croire le journal *Les Échos*, les bénéfices de PSA en 2008, évalués à 384 millions d'euros, seraient supérieurs à ceux réalisés en 2006. Alors, il n'y a aucune raison que les travailleurs paient pour préserver les profits patronaux.

Correspondant LO



• États-Unis - Le plan économique d'Obama

Un plan de relance des profits et de guerre contre les travailleurs

Avant même son investiture le 20 janvier prochain, Barak Obama et son équipe de conseillers économiques sont engagés dans des tractations avec les membres du Congrès, démocrates et républicains, pour mettre au point un plan dit de relance qu'ils espèrent pouvoir faire adopter d'ici la mi-février.

Bien que les Démocrates soient majoritaires et à la Chambre des représentants et au Sénat, Barak Obama dit sa volonté de parvenir à un accord avec les Républicains, ce qui est un parfait alibi pour adopter des mesures dans la droite ligne de ce qu'a déjà fait... Bush ! Le plan n'est pas encore complètement bouclé, que les mesures dites sociales évoquées par Obama pendant sa campagne se réduisent comme peau de chagrin. Par exemple il est question de diminuer le coût du système de santé – tout en prétendant améliorer la qualité des soins, bien sûr – en informatisant les données médicales des patients. De l'argent est prévu pour cela, mais pas pour étendre la couverture maladie à ceux qui en sont dépourvus !

Le plan d'Obama est sans doute impressionnant par son montant, puisqu'il est question de 775 milliards de dollars, voire 1 000 milliards, plus que le plan Paulson de 700 milliards, voté il y a à peine trois mois. Mais il s'agit encore de déverser des centaines de milliards d'argent public dans les caisses des entreprises, en promettant que cela créera des emplois.

40 % du plan, soit quelque 300 milliards de dollars, seront



À Fort Lauderdale (Floride). Des chômeurs interrogent la base de données des emplois disponibles au centre d'aide Workforce One.

consacrés à des réductions d'impôts pour les particuliers et pour les entreprises. Obama avait promis pendant sa campagne de diminuer de 1 000 dollars par famille l'impôt sur le revenu, à condition de gagner moins de 200 000 dollars par an. Même si cette limite n'est pas confirmée, il semble bien qu'Obama s'appête à faire encore des cadeaux aux plus riches. Mais il va surtout offrir des exonérations fiscales aux entreprises, alors même qu'il avait critiqué les largesses de Bush pendant sa campagne. Il prétend maintenant que la crise n'est pas une bonne occasion pour supprimer les exonérations fiscales. Non seulement il n'envisage pas de mettre fin à celles octroyées par Bush, mais il en offre d'autres. Il paraît que c'est aussi pour faire plaisir aux Républicains.

Les entreprises vont pouvoir déduire de leurs impôts déjà payés ces cinq dernières années les pertes subies l'an dernier et celles qu'elles vont déclarer pour cette année. Inutile de dire

que le fisc va devoir leur rendre pas mal d'argent. De plus les entreprises bénéficieront d'exonérations fiscales pour investissements. Enfin, elles recevront 3 000 dollars pour chaque emploi créé OU préservé. Autant dire que les entreprises pourront toucher les 3 000 dollars pour pratiquement tout travailleur employé : il suffira de dire que son emploi est ainsi sauvé !

En comptant comme cela, il n'est guère étonnant qu'Obama prétende que son plan permettra de créer OU de sauver jusqu'à 4,1 millions d'emplois. Il peut bien dire n'importe quoi. D'ailleurs l'estimation du nombre d'emplois potentiellement créés ou sauvés a doublé en quelques jours, sans que le plan ait été vraiment modifié ! C'est qu'entre-temps la publication des chiffres du chômage aux États-Unis pour le mois de décembre montrait qu'un demi-million d'emplois avaient disparu en un mois et presque deux millions ces quatre derniers mois. Obama tient à

déclarer que les centaines de milliards de dollars de son plan sont justifiés par un impact appréciable sur l'emploi.

Obama ne s'engage pas à ce que l'État fédéral et les pouvoirs publics créent les emplois nécessaires. Il annonce même qu'ils ne créeront pas d'emplois. Dans son discours de présentation de son plan, le 8 janvier dernier, il a affirmé que « l'immense majorité des emplois créés le seront dans le secteur privé, tandis que le plan permettra de sauver dans le secteur public les emplois d'enseignants, de policiers, de pompiers et autres emplois vitaux ». En fait de « changement », Obama propose de continuer de distribuer l'argent public aux entreprises privées sous le prétexte éculé de les inciter à créer des emplois. On connaît la chanson : elles prennent l'argent mais continuent à licencier, et ce sont les travailleurs qui paient deux fois la note !

Dominique CHABLIS

• Réforme du permis de conduire

Permis « light » et tarifs lourds

Le Premier ministre François Fillon a présenté mardi 13 janvier la réforme du permis de conduire promise par Sarkozy depuis plus d'un an. En fait de changement, la montagne a accouché d'une souris.

Certes, quelques modalités de l'ancien permis ont été dépoussiérées. Ainsi, il est prévu que l'examineur juge les compétences globales du candidat et ne le recale pas sur un point de détail, comme un créneau raté. Par ailleurs, la conduite accompagnée pour les jeunes de plus de 16 ans et qui ont déjà effectué vingt heures de

cours serait généralisée.

Le but affiché est d'augmenter le taux de réussite au premier passage du permis de conduire, qui est actuellement de 54 %, ce qui à la fois diminuerait le prix à payer pour un certain nombre de candidats et permettrait de raccourcir les délais d'attente avant de pouvoir passer l'épreuve. À travers ce permis allégé, le gouvernement dit aussi espérer limiter le nombre de conducteurs qui roulent sans permis.

En ce qui concerne le prix, rien n'est changé. Le gouvernement met bien en avant son « permis à un euro par jour », le candidat pouvant obtenir un

prêt à 0 % dont l'État se portera garant. Mais il faudra bien le rembourser, et comme le coût du permis restera toujours aussi élevé, entre 1 200 et 1 500 euros, cela continuera à dissuader nombre de jeunes sans revenus de le passer.

À notre époque, l'automobile est souvent devenue indispensable, en premier lieu pour aller travailler, et cela d'autant plus que le réseau de transports en commun est loin d'être suffisant. L'apprentissage de la conduite automobile devrait faire partie de l'enseignement obligatoire dispensé gratuitement dans les collèges et les lycées, comme l'est celui du

code de la route dans une certaine mesure. Cela existait en partie dans le passé, où bien des garçons l'ont obtenu durant leur service militaire. Pourquoi ne pas ouvrir cette possibilité à tous, garçons et filles, par le biais de l'enseignement ? Ce serait en outre une garantie que tous les jeunes reçoivent une formation complète, même ceux qui n'ont pas d'argent, et nul doute que cela augmenterait la sécurité routière. Mais pour le gouvernement, il n'est pas question d'ouvrir les crédits pour cela.

Marianne LAMIRAL

• Réduction des aides aux handicapés

Une tentative de s'en prendre aux plus fragiles

Depuis le 1^{er} janvier, des familles ont découvert que les frais de transport des personnes handicapées dont elles avaient la charge, entre leur domicile et leur centre de soins, ne leur étaient plus remboursés que très partiellement.

Auparavant, ce coût des transports était pris en charge à 100 % par l'assurance-maladie, sur simple avis médical. Ces remboursements sont désormais intégrés dans la prestation de compensation du handicap (PCH) qui les plafonne à 200 euros par mois. Selon le président de l'Association des paralysés de France, cette somme est consommée en seulement cinq jours pour des enfants habitant à 30 kilomètres de leur école.

La décision avait été prise par décret en février 2007, avant l'élection de Sarkozy à la présidence, par le gouvernement Villepin. Le gouvernement actuel avait tenté de noyer le poisson en créant un groupe de travail devant s'occuper du problème. Les travaux de ce groupe, comme il était à prévoir, n'ont rien donné.

Dans ses vœux du 31 décembre, Sarkozy affirmait qu'il ne laisserait pas « les plus fragiles se débattre seuls dans les pires difficultés ». Pourtant dès le lendemain certaines caisses primaires d'assurance-maladie ont mis en application le désengagement de la Sécurité sociale.

Devant le tollé provoqué par la mise en place de cette mesure, la secrétaire d'État à la Solidarité, Létard, a affirmé qu'il s'agissait d'« une initiative contraire aux instructions constantes du gouvernement ». Elle avait pourtant bien été décidée par un gouvernement dans lequel siégeait Sarkozy. Et c'est bien l'amplification des protestations qui pourra contraindre le gouvernement à se désavouer, et à reculer.

Giles BOTI